

L'INTELLIGENT D'ABIDJAN

Le quotidien dont vous avez rêvé - N° 1787 - Jeudi 10 Septembre 2009 - Prix : 200 Fcfa

Site web : www.lintelligentdabidjan.org | e-mail : infosintelligent@yahoo.fr | intelliabidjan@gmail.com | intelliabidjan@hotmail.fr



■ **Sommet des Rois et Chefs traditionnels en Libye**
Le Malick Moulouk Kadhafi prévient :



**"Nous ferons
bouger
les vraies forces
du Continent"**

P.3



P.7

■ **RDR Ouattara hier à Yopougon Kouté :**

**"Ce que je montrerai si on
me donne 60 mn à la télé"**

■ **Affaire "cliniques-
boutiques à Vavoua"**
Daha Didier en colère :



**"Tia André s'est comporté
comme un trafiquant"**

P.4-5



P.6

■ **Présidentielle Angèle Gnonsoa (PIT) conseille :**
"Marcoussis doit profiter à tout le monde"

■ **Intégration africaine Sous la pression des Bailleurs de Fonds**
Amadou Koné défend sa gouvernance

P.4



Dabakala / Bastonnade des populations par les FN Comment le feu a été mis aux poudres

Une correspondance de Ph.K

Du 3 au 8 septembre dernier, le président du mouvement Cap Unir pour la Réélection de Laurent Gbagbo (CAP UR LG) a effectué une tournée de mobilisation dans la région de la vallée du Bandama (Katiola). Ce fut l'occasion pour MM. Gervais Coulibaly et Abdalrah Coulibaly respectivement président national et président de la jeunesse de Cap UR LG d'investir leur coordinations départementales. Profitant de son séjour dans sa région natale, le porte parole du président Laurent Gbagbo a bien accepté une double invitations à lui adressé par le Secrétaire général adjoint de la présidence de la République et DDC de Gbagbo à Dabakala, Sangolobé Abou Coulibaly, fils et cadre de Dabakala et le Ministre Augustin Kouadio Komoé pour les soutenir lors d'un double événement qui se tenait à Dabakala le samedi 5 septembre 2009 et au cours duquel ils étaient à l'honneur. Le premier concernant la remise des arrêtés de nomination aux chefs de villages du département de Dabakala et dont le Ministre de l'Intérieur, Désiré Tagro (absent) était le parrain a eu lieu au domicile du préfet de région. Le second événement est l'investiture d'un nouveau mouvement de soutien au chef de l'état : Djimini-Djamala pour Gbagbo (2DPG). Présidé par le Ministre Augustin Komoé et parrainé par M. Sangolobé Abou Coulibaly, lui, s'est tenu sur la place publique de Dabakala-Bambarasso. D'ailleurs on retrouvera le même Gervais Coulibaly aux côtés du DDC de Gbagbo dans le département de Niakara, Koné Katinan, le dimanche 6 septembre lors d'une cérémonie de remise de dons de matériel médical, offert par la Première Dame Simone Ehiwet Gbagbo, à la maternité de la commune d'Irokohaka. Ci dessous l'intégralité des différentes interventions du porte parole du président de la République, qui, ont commencé quelques non partisans du chef de l'Etat. En résumé voici les vérités qui ont mis le feu à Dabakala. Alors qu'il n'y avait pas de quoi fouetter un chat. Gervais Coulibaly à la chefferie traditionnelle de Dabakala :

“Celui, qui n'obéit pas au chef du village, n'obéit pas à l'Etat”

Monsieur le maire, je voudrais vous prier de transmettre à mon petit frère Billon, je suis plus âgé que lui ; De toutes les façons les Tagbana sont plus vieux que les Djimini-Djamala ; tous nos remerciements et vous lui direz qu'on l'a compris, il travaille pour la Côte d'Ivoire, il faut que la Côte d'Ivoire aille au mondial. Donc si ce soir ça se passe bien nous allons le féliciter ; si ça ne se pas bien, nous en tiendrons compte... A vous mes parents de Dabakala, je vais transmettre au ministre de l'intérieur tout votre discours, fidèlement ; je vais le lui transmettre, c'est pour cela que je ne vais pas m'attarder sur les points que vous avez soulevés, parce que c'est à lui de les regarder. Et ils relèvent de sa compétence et je serai votre avocat auprès de lui... Le chef de village est désigné c'est vrai par la communauté villageoise, mais comme le rôle du chef de village, c'est d'administrer la localité dans laquelle il a été désigné, dont il est le chef...votre rôle c'est d'administrer cette localité en représentant dans le village, le sous préfet. Mais le sous préfet lui il agit par délégation du préfet, donc déjà vous agissez au nom du préfet ; Vous représentez le sous préfet dans le village ; le sous préfet représente le préfet, mais le préfet lui, il représente qui ? Il représente le Président de la République. Deuxièmement, le préfet représente le gouvernement tout entier. Non seulement il représente le gouvernement tout entier, mais il représente aussi chacun des membres du gouvernement, chacun des ministres. Ça veut dire ici à Dabakala, le préfet représente le Ministre de la culture, il représente le Ministre de l'éducation nationale, il représente le Ministre de l'Intérieur. Et chose plus importante, il représente aussi l'Etat. Vous voyez ce que le Préfet est. Tout ça en une personne. Et vous vous représentez qui ? Même si sur le plan traditionnel, vous représentez nos anciens qui sont morts, vous représentez ceux qui sont là... vous représentez les villageois, mais vous représentez l'Etat. Donc un chef de village doit être

respecté. Il est respecté par l'administration, il doit être respecté aussi par les villageois. Le villageois qui ne respecte pas le chef de village, qui n'obéit pas à ce que le chef de village dit, ça veut dire qu'il n'obéit pas au sous préfet, ça veut dire qu'il n'obéit pas au président de la République, qu'il n'obéit pas à l'Etat.

ICI À DABAKALA, ON NE PEUT RIEN ME FAIRE

Ici c'est chez moi. Ici c'est chez moi... Ici à Dabakala, on ne peut rien me faire. On ne peut rien me faire à Dabakala parce que ce sont mes alliés. Ici je suis chef. Donc je salue les chefs. Chefs, je vous salue. Soyez les bienvenus, je vous remercie de vous occuper de nos parents. Je salue les femmes. Les femmes je vous salue. Merci, merci d'être là. Je salue maintenant mes amis, les jeunes. Salut à vous. Entre le peuple Djimini-Djamala et le peuple Tagbana, il y a une alliance. Quand on dit il y a alliance là, ça veut dire quoi ? Ça veut dire qu'on est frère, ça veut qu'on est ensemble. Ça veut dire qu'on est le même peuple. Donc entre vous Djimini-Djamala et les Tagbana, on est un. Donc tout ce qui se fait à Katiola qui est bon doit se faire aussi ici à Dabakala. A partir d'aujourd'hui, je prends l'engagement devant vous pour être avec mon frère Sangolobé, on travaille ensemble hein, eux ils sont grands types nous on est petit à côté... Qui ce sont les grands types... pour que lui et moi, ensemble, on s'occupe et de Katiola et de Dabakala. Et c'est pour cela que je vais vous donner le message suivant : Vous nos parents, vous nous avez mis à l'école. Quand vous nous avez mis à l'école, c'était pour aller connaître la sagesse des blancs. Ce que les blancs là, ils ont pris pour venir de chez eux loin là-bas, traverser l'eau, arriver ici, et puis ils nous ont colonisé et ils nous ont commandé. C'est ce que vous nous avez dit d'aller apprendre. Nous sommes allés à l'école, nous avons appris le papier des blancs... Ce qui était



Les vérités du porte-parole ont dérangé.

vrai en 1960, est-ce que ça peut être toujours vrai en 2009 ?... Avec tout ce qui s'est passé, les choses ont changé... les choses ont changé... les choses ont changé... les choses ont changé... le multipartisme, on vous a dit beaucoup de choses...

OUVREZ LES YEUX, OUVREZ LES YEUX, REGARDEZ BIEN

Ces chose là, ouvrez les yeux, ouvrez les yeux, regardez bien ; En tout cas nous à Katiola, on a ouvert nos yeux on a bien vu. On s'en va aux élections. Nous partons aux élections très bientôt. Je pense qu'on nous a dit que c'est le 29 novembre, mais mes frères on s'est trompé souvent ne nous trompons plus. Parce que Sangolobé, Okali, moi, à côté du ministre et de tous les autres, nous vous disons que la vérité d'aujourd'hui, c'est que la Côte d'Ivoire a besoin d'un chef, un vrai chef, un chef qui regarde devant, un chef qui peut vous conduire là où nous devons aller, là où vous souhaitez aller, là où il y a la vérité, un chef qui unit tous les Ivoiriens quelle que soit leur source, quelle que soit leurs origines ; il les prend, il les met à côté de lui ; Un chef qui aime les djimini, les djamala... Depuis que la Côte d'Ivoire est Côte d'Ivoire, votre Ministre, le seul ministre que vous avez eu là qui l'a donné ? (Comment il s'appelle, le monsieur qui vous a donné votre ministre là ? « C'est Gbagbo Laurent », répond la foule (Ndrl) Ah bon, celui là on peut dire que c'est un homme. Il n'a pas dit, les Djimini-Djamala n'ont pas voté pour moi, n'ont pas fait ceci, n'ont pas fait cela pour moi, il dit, je dois donner un ministre aux Djimini-Djamala. Il a pris ma grande sœur, Mme Assana Sangaré, il l'a nommé ministre. Est-ce qu'elle était de son parti ? « Non » répond la foule (Ndrl...) Mais elle était ministre chez lui. Ça c'est pas un monsieur bien ?... Voilà pourquoi je dis la vérité de 1960 n'est plus la vérité d'aujourd'hui. Vos enfants sont en train de vous montrer, ils sont en train de vous dire que vous les avez mis à l'école, ils sont partis, ils ont vu... la vérité se trouve avec Laurent Gbagbo... la vérité se trouve avec Laurent Gbagbo... la vérité se trouve avec Laurent Gbagbo... N'ayez pas peur... N'ayez pas

suivre Laurent Gbagbo, et on le suit pian ! Alors vous, on fait un. Suivez Laurent Gbagbo, suivez-le, suivez-le... parce que c'est l'homme qui va vous sauver...

SUIVEZ

LAURENT Gbagbo PIAN

Suivez Laurent Gbagbo, suivez-le pian ! Si quel'un n'est pas content, dites-lui, ou bien on fait la démocratie ou bien on ne fait pas la démocratie. Si on fait la démocratie, donc moi je choisis l'homme que je veux. (Et l'homme que je veux s'appelle « Laurent Gbagbo » entonne la foule (Ndrl). Et moi je vais marcher derrière Laurent Gbagbo. Comme mon grand frère Sangolobé, comme mon grand frère Komoé... On est beaucoup. Est-ce que nous que vous voyez-là on est bête ? « Non » répond la foule. Est-ce qu'on est bête pour venir prendre nos parents pour les tromper ? « Non » répond la foule (Ndrl). On vous dit, la vérité aujourd'hui là c'est Laurent Gbagbo. Suivez-le. Cher jeune frère, président du mouvement 2DPG, tu as raison, il faut réveiller tes camarades, mettez-vous debout, sillonnez tous les villages, allez dire que la vérité est avec Laurent Gbagbo. Prenez vos parents et suivez Laurent Gbagbo. Vous ne le regretterez pas. En tout cas, ceux qui sont à Katiola ne regretteront pas. Et puis pourquoi on va rester derrière ?... Je suis content d'être à Dabakala, je suis dans un pays démocratique, je suis dans un pays libre et je pense que ce que je dois proposer à mes parents, c'est la vérité, ce qui est bon. La vérité s'appelle Laurent Gbagbo. Ce qui est bon s'appelle Laurent Gbagbo. Alors ce que nous devons suivre, c'est la voie que nous montre Laurent Gbagbo. Donc on suit une personne qui s'appelle Laurent Gbagbo... Comme le Ministre doit parler, laissez-moi m'arrêter ici. Je vous dis merci et bonne journée à tous.

Les FN réagissent : “On ne peut pas venir ici pour inciter à un soulèvement populaire”

Le chargé de communication du commandant de la zone 2 (Katiola) a réagi hier mercredi 9 septembre 2009 au cours d'un point de presse prononcé par M. Ahmed Ouattara au Ran hôtel de Bouaké, sur l'affaire du cortège du Secrétaire général adjoint de la présidence et de la bastonnade d'un chef par les FN dans le département de Dabakala. Selon M. Ahmed Ouattara qui expliquait les faits en ce qui concerne la bastonnade du chef Coulibaly Dougoutigui, ce dernier serait venu à la rescousse de son collègue chef traditionnel qui a refusé de se soumettre au contrôle de routine. “C'est alors que, poursuivi, Dougoutigui a porté le premier coup de poing à l'élément posté au corridor. Le vin étant tiré, il fallait donc le boire. C'est ainsi que le soldat, en guise de représailles, lui a donné une correction qui l'a conduit à l'hôpital”, a-t-il dit. Selon lui, cette réaction subite de la population est due au fait que les responsables du Fpi, au cours du meeting tenu à Dabakala, ont dit des propos discourtois à l'endroit des FN du genre : “Le Rdr est le parti qui a armé Soro pour attaquer le pays. Le PDCI a volé le coton du Nord pendant 40 ans. Les moutons et les cabris ont versé notre sauce”. Pour Ahmed Ouattara, ces affirmations sont des propos incendiaires. A l'en croire, si les FN ont organisé depuis deux ans la fête de l'igname à Katiola et à Dabakala, c'est dans un souci de consolider la cohésion sociale et l'union des peuples. C'est pourquoi a-t-il averti : “tout le monde est libre de venir ici dans les zones CNO, mais tout le monde n'est pas libre de venir inciter à la division et soulever le courroux de la population”. Cet incident s'est produit la semaine dernière alors que M. Abou Sangolobé Coulibaly, Secrétaire général adjoint de la présidence de la République, était à Dabakala dans le cadre de la remise des arrêtés de nomination à 45 chefs de villages de Dabakala et de l'investiture du mouvement « Djimini-Djamala pour Gbagbo ».

Bosco de Paré

Tripoli / 1er sommet des Rois, Sultans, Princes et Chefs traditionnels du Continent *— Par Joël Touré, envoyé spécial*

Kadhafi incendie les Présidents africains

Hier à l'ouverture du premier sommet des rois, sultans, princes et chefs traditionnels africains, sous sa présidence, le président Mouammar Kadhafi n'a pas utilisé la langue de bois.

LES ETATS-UNIS D'AFRIQUE, c'est plus qu'un projet pour le Président libyen. C'est véritablement un combat pour lui. Il l'a fait savoir hier devant des milliers de participants, têtes couronnées ou non, présents sous une tente dressée au bord de la mer, à Tripoli. Mouammar Kadhafi a profité de la tribune pour "tirer" littéralement sur les chefs d'Etat africains qui continuent, selon lui, d'être des marionnettes de certaines puissances étrangères. « Je me suis tu pendant dix ans, et j'ai essayé de les convaincre (les chefs d'Etat africains) de faire des institutions unifiées, telles qu'une banque, une monnaie, une économie, une sécurité africaine. Des importations africaines unifiées, également des importations uniques, afin que nous puissions nous imposer sur le monde, pour essayer de traiter d'égal à égal avec les autres. Celui qui ne veut pas de cela et qui abandonne cela, qui ne veut pas de la force de l'Afrique, n'est pas avec nous. J'étais en colère contre plusieurs chefs et dirigeants africains qui tentaient d'entraver la marche de l'Union Africaine mise en œuvre, pour réaliser un gouvernement fédéral. En fin de compte, on est arrivé à transformer la Commission en une Autorité africaine. Nous ne voulons pas. En tant qu'Africains, nous ne voulons pas nous transformer de nouveau en esclaves, qu'ils vont emmener dans des bateaux, dans d'autres endroits. Nous ne voulons pas être des esclaves, en tant que mains-d'œuvre physiques. L'Afrique est le seul continent qui a été traité de cette manière misérable. Au début, ils nous ont traités comme des animaux



Le Roi des rois d'Afrique avec en arrière-plan, son secrétaire permanent, l'Ivoirien Zié et le ministre Amara Essy.

(...) Nous ne voulons pas retourner en Europe ou en Amérique pour construire des ponts, des routes ou des bâtiments (...) » Donnant les raisons qui l'ont conduit à se diriger vers les rois et chefs traditionnels africains, le Malick Moulouk Kadhafi a été on ne peut plus clair : « C'est à partir des constats énumérés plus haut que nous avons essayé de nous orienter vers la force qui ne change pas. Je me suis dit qu'il faut que je m'oriente vers les rois, sultans, princes et chefs traditionnels. Ce sont des forces qui ne se changent pas, ce sont des forces essentielles. Ce sont de vraies forces africaines. Je leur ai adressé une invitation (...) Nous avons décidé de faire de la force sociale, la vraie force africaine. Il faut qu'elles émergent de nouveau pour réaliser l'unité africaine. Peut-être que certains présidents limités et un peu vulnérables ont trouvé que je soutenais ces forces et que c'est moi qui les avais réveillées et suscitées. Je leur ai dit que c'est ça l'Afrique ! C'est

ça la réalité. Comment voulez-vous qu'on enterre la vraie Afrique et qu'on soutienne l'intelligentsia, alors que vous les chefs d'Etat n'avez pas réussi à unifier l'Afrique. Alors nous allons faire bouger les choses et faire bouger les vraies forces de l'Afrique. Les rois et chefs traditionnels ne vont pas se présenter aux élections présidentielles, ni devenir ministres (...) Parce que nous, nous ne tablons pas sur les postes présidentiels car ce sont des places qui ne restent pas éternellement. Pour nous, le roi est mille fois meilleur que le Président de la République. Son royaume est plus stable (...) Nous voulons dire aux Chefs d'Etats que c'est l'unité du continent qui nous intéresse. Notre intérêt est de débarrasser le colonialisme, la maladie et la pauvreté de notre continent. Vous pouvez rester présidents, mais nous, nous voulons l'unité africaine ». Comme on le voit, le Roi des rois d'Afrique n'a pas eu la langue dans sa poche. Nous y reviendrons.

Encadrement des inadaptes sociaux

M.T.T

Les éducateurs spécialisés sollicitent des moyens d'actions renforcés

Le troisième congrès du Syndicat National des Educateurs Spécialisés (Synadesci) a ouvert ses portes hier mercredi 9 septembre 2009 au Palais de la Culture. Une occasion que les congressistes entendent mettre à profit pour exhorter les autorités compétentes à mettre à la disposition des professionnels de l'éducation spécialisée des moyens d'actions renforcés dans le cadre de l'encadrement des inadaptes sociaux.

PARI DE LA MOBILISATION des éducateurs et inspecteurs sociaux relevé par Mme Théodora Dja Blé. A l'ouverture des assises du 8ème congrès du Synadesci, les professionnels de l'éducation spécialisée ont répondu massivement à l'appel du comité d'organisation dont elle assure la présidence. Dans son discours, elle s'est réjouie d'embler de cette mobilisation. Avant de préciser les deux axes majeurs devant meubler la rencontre. A savoir le renouvellement des

instances dirigeantes du Synadesci et la réflexion sur la contribution des professionnels de l'éducation spécialisée dans la reconstruction post-crise. « Outre la redynamisation du syndicat avec l'élection des nouveaux dirigeants, nous allons réfléchir sur les enjeux qui pointent à l'horizon. Nous allons définir notre rôle dans la renaissance de la société ivoirienne ainsi que les moyens d'actions pour l'accomplissement efficient de ce rôle », a-t-elle souligné. A sa suite, le secrétaire général par intérim, M. Lacina Bamba, a noté que ses camarades ont leur place dans le contexte de sortie de crise en Côte d'Ivoire et ceux-ci entendent revendiquer cette place avec des moyens renforcés. « Le Président de la République a corrigé en décembre 2007 une grosse injustice qui était faite à notre corps. Mais, aujourd'hui, nous serons en pole position de la reconstruction nationale post-crise. Pour jouer au mieux notre rôle d'encadrement des inadaptes sociaux, nous sollicitons un renforcement de nos moyens d'actions », a-t-il plaidé.

Représentant la ministre des Affaires sociales Jeanne Pehumond, le Pr Abdou Touré a rassuré les congressistes du constant engagement de leur ministère de tutelle mais aussi et surtout du gouvernement dans son ensemble pour l'amélioration des conditions de prise en charge des couches les plus vulnérables de la société ivoirienne, pour leur réadaptation, leur insertion et réinsertion sociale par une parfaite prise en charge par les éducateurs et inspecteurs spécialisés. Idem pour le représentant du Premier ministre Soro Guillaume, parrain du congrès qui a félicité les congressistes pour leur engagement citoyen qui se lit à travers le thème de ces deux jours d'assises. A savoir « quels défis pour les professionnels de l'éducation spécialisée dans le contexte post-crise ». Le congrès assorti de résolutions pertinentes sur les moyens d'actions sollicités pour tenir convenablement la place attendue dans la reconstruction post-crise, prend fin aujourd'hui avec l'élection tant attendue du nouveau secrétaire général.

INTELLIGENCE

Des informations brèves, confidentielles et vérifiables. L'Intelligent d'Abidjan au cœur de l'actualité politique, économique, sociale, culturelle et sportive pour comprendre la marche de la Côte d'Ivoire et du monde.

UN DEUXIEME SONDAGE DONNE ADO PERDANT- Selon la lettre du continent, un deuxième sondage commandité par l'agence Voodoo, aurait à peu près donné le même résultat que celui réalisé par Sofres. Dans sa dernière parution, notre confrère explique que ces sondages pourraient pousser le mentor du Rdr à adopter un discours plus offensif. De leur côté, des experts du Rdr estiment qu'il n'y a pas le feu, dans la mesure où l'électeur du Rdr n'attend que d'être devant l'isolier pour faire son choix. Wait and see.

7 MILLIARDS DE F CFA POUR ROTOCI- Après l'incident ayant ravagé les installations de Rotoci et les pertes évaluées à 12 milliards de F CFA, l'on apprend dans les milieux économiques et financiers que Rotoci compte présenter une facture de dédommagement de 7 milliards de F CFA à l'assureur dont 2 milliards exigibles immédiatement. Mais du côté des réassureurs internationaux, l'on n'envisage pas d'aller au-delà d'un milliard de F CFA. Va-t-on vers un bras de fer ? A noter que le dédommagement d'Orca à hauteur de 4 milliards de F CFA pour une police de 100 millions F CFA annuels, contre 15 millions de F CFA pour Rotoci n'avait pas fait l'unanimité au sein de la profession.

DES MILITANTS DU RDR DÉFIENT YOUSSEUF SYLLA- Suite à la réaction du maire d'Adjamé hier dans l'IA, des militants ont réagi et lancé le défi à Youssouf Sylla de se présenter en qualité de candidat indépendant, aux échéances électorales prochaines. « Youssouf Sylla n'est rien et ne sera rien sans le RDR et ne peut être réélu sans ce parti », ont-ils défié le maire.

46 REQUÊTES REJETÉES À ISSIA- Le croisement des fichiers a pris fin à Issia. Il a donné lieu à un rejet de 46 requêtes sur environ 8 000. L'information a été donnée le mardi 8 septembre par le commissaire de la Cei du haut Sassandra Kromel Melidji.

BOKO KOUAHO DÉPOSE LE PRÉAVIS DE GRÈVE DES INFIRMIERS- L'un des corps les plus représentatifs du personnel para-médical public qu'est le Synici se prépare pour un nouveau débrayage. Par ce mouvement dont le préavis a été déposé hier, Boko Kouaho, leader du Synici et ses camarades entendent contraindre le gouvernement à payer intégralement les nouveaux salaires revalorisés.

LES DÉFLATÉS DE AIR AFRIQUE ATTENDENT TOUJOURS- Parmi les déflatés de Air Afrique, il n'y a que les agents ivoiriens qui n'ont encore rien perçu comme droits. Après de longues années d'attente, les déflatés de Côte d'Ivoire attendent encore. Ils ont décidé de saisir la présidence depuis quelques jours pour avoir gain de cause.

AMALAMAN GILBERT À BONGOUANOU- Le colonel Amalaman Gilbert, chef de cabinet du Premier ministre Pascal Affi N'Guessan se rend ce matin à Bongouanou dans le cadre du Ramadan. Les mains chargées de présents, Amalaman Gilbert procédera à la remise de sucre et de lait aux musulmans de sa commune, en présence du grand Imam de la capitale du Moronou.

YAPOBI CHEZ LE RÉGISSEUR DE KOMOÉ- Monsieur Miss Côte d'Ivoire a été aperçu mardi au 20è étage du ministère de la Culture et de la Francophonie où il a eu un entretien avec le régisseur payeur dudit ministère.

HYPPOLYTE GAHA DEGNAN A DÉPOSÉ SES DOSSIERS HIER- Le président du Front socialiste pour l'indépendance et la liberté a déposé le mercredi 9 septembre ses dossiers de candidature pour la prochaine présidentielle. Il complète ainsi à six le nombre de personnes qui font acte de candidature à la Cei.

L'ORGANISATION IVOIRIENNE DES JOURNALISTES PROFESSIONNELS (OIJ) BIENTÔT EN SÉMINAIRE À GRAND-BASSAM- Sauf décalage de dernière minute, l'organisation des journalistes professionnels de Côte d'Ivoire dirigée par le président Brou Aka Pascal sera du 25 au 27 septembre 2009 à Grand-Bassam pour un séminaire. Il s'agira pour les participants de réfléchir pendant deux jours pour sortir une feuille de route définissant les grands axes de la stratégie de la nouvelle organisation des journalistes.

DR MARIE-PAUL KODJO EN ROUTE POUR GAGNOA- La présidente de la Cofemci et fondatrice de Playdoo-ci, une ong très active en milieu rural, prépare actuellement un heureux événement. A savoir sa célébration par les associations féminines ayant bénéficié d'un don de Playdoo. Pour cette cérémonie qui aura lieu samedi dans la ville natale de son père feu Capri Djédjé, (Gagnoa), elle quitte Abidjan demain.

LES DÉFLATÉS DE LA BAD EN COLÈRE- Ignorés par la présente mission conjointe de la BAD, du Fmi et de la Banque mondiale, les anciens travailleurs de la Bad déplorent le manque d'attention à leurs préoccupations. Pour cela, ils entendent organiser dans les jours à venir des actions d'éclat.

LE GRAND RASSEMBLEMENT DE L'ÉGLISE BÉTHANIE AUJOURD'HUI- Tous les fidèles des Eglises Béthanie de Côte d'Ivoire se rassemblent à partir d'aujourd'hui à l'église mère à Adjamé. Pendant trois jours, l'apôtre Kpangui Bernard et ses collaborateurs seront soumis à des séances de prières intenses et à d'autres activités spirituelles, qui seront couronnées, le samedi prochain, par la consécration de huit serviteurs de Dieu.

Affaire cliniques-boutiques de Vavoua // Daha Didier, secrétaire général du syndicat des préparateurs et gestionnaires en Pharmacie se vide :

Réalisée par MTT

“Le directeur départemental Tia André s’est comporté comme un trafiquant de médicaments”

L'affaire clinique-boutique fait des vagues dans le milieu de la Santé. En sa qualité de leader syndical dudit milieu, Daha Didier s'est prononcé. Sans prendre des gants, le leader des préparateurs et gestionnaires en pharmacie assène ses vérités au Directeur départemental, coupable selon lui, d'un trafic de médicaments. En affectant des produits de la PSP destinés aux structures homologuées à des opérateurs illégaux de la santé. Interview.



Daha Didier se dit choqué que des médicaments de l'Etat soient vendus à des clandestins par le DD de Vavoua.

En votre qualité de leader d'un syndicat de la santé, quelle est votre réaction sur l'affaire des cliniques-boutiques de Vavoua qui alimente l'actualité de votre secteur actuellement ?

Avant d'aborder le sujet de Vavoua, je voudrais féliciter le journal L'intelligent d'Abidjan pour son engagement à aborder avec beaucoup de perspicacité les problèmes qui minent le secteur de la santé. Notre milieu d'activité est miné par plusieurs problèmes qui, en fait, devraient être endigués depuis belle lurette. Mais, la lutte n'arrive pas à porter car les premiers responsables des dysfonctionnements se trouvent être des animateurs du système de santé. La preuve nous est donnée une fois de plus avec le dossier de Vavoua. Aujourd'hui, si ce ne sont pas les cliniques privées qui pullulent à tout coin de rue, ce sont les médicaments de la mort non autorisés à rentrer sur le territoire ivoirien qui sont là et sont vendus en toute impunité à ciel ouvert dans nos rues, dans nos marchés comme du vivrier. Et personne n'ose lever le doigt pour aborder des sujets aussi intéressants qui participent de la lutte contre l'insécurité sanitaire des populations. Et l'Intelligent d'Abidjan a eu le courage de s'attaquer à l'un de ces maux qu'est le foisonnement des cliniques-boutiques principalement dans le département de Vavoua. Nous ne sommes pas surpris de voir ces faits aussi dramatiques relevés dans votre enquête puisque

nous-mêmes avons été dans la zone et nous avons constaté que des cliniques sans autorisation sont installées dans les forêts classées.

Ce que vous relevez là est tout de même grave...

Je l'avoue mais c'est la réalité. Des cliniques du département de Vavoua avec la bénédiction, j'allais dire l'encadrement du directeur départemental le Dr Tia André, sont ouvertes en pleine forêt classée. En plus de s'établir de manière irrégulière dans des forêts classées, les cliniciens s'adonnent à des pratiques irrégulières étant donné qu'ils n'ont pas le niveau d'exercice de la fonction de santé. D'ailleurs, dans un courrier plein d'incohérences tant dans la forme que dans le fond qu'il a lui-même adressé avec précipitation au ministre Allah Kouadio dont nous avons eu une copie par le biais de ses amis D.D qui ont si tôt crié victoire en faisant distiller la thèse du complot de la part du journal l'Intelligent d'Abidjan contre leur collègue qui a subtilement associé à son déboire le directeur régional de santé et le ministre de la Santé pour couvrir sa forfaiture, y reconnaît lui-même que les clandestins n'ont pas le niveau et la compétence requis.

Pouvez-vous nous instruire sur ce qu'il note dans ce courrier concernant les infirmeries privées ?

Dans ce courrier, il écrit : « Depuis ma prise de fonction au mois d'octobre 2007, j'ai à l'occasion des visites régulières de terrain, constaté la prolifération d'infirmeries privées exerçant sans autorisation légale. Ces infirmeries sont tenues par des personnes qui n'ont aucun diplôme et aucune formation qui atteste de leur qualité d'infirmier. Il s'agit en réalité d'ex-combattants, de planteurs, d'ex-garçons et filles de salle en majorité d'origine étrangère pour la plupart burkinabé et guinéen. Sachant que nous recevons dans nos structures sanitaires publiques des complications venant de ces centres clandestins, (...) j'ai demandé de les encadrer afin qu'ils fassent moins de dégâts ». Implicite, le Dr Tia reconnaît que ceux qu'il appelle lui-même les clandestins font des dégâts et il s'engage à les former et leur faire payer à titre personnel cette formation irrégulière pendant que les professionnels sont laissés-pour-compte. C'est grave ce qui se passe à Vavoua ville mais c'est dramatique ce qui se passe dans les villages et campements avec des succursales de pharmacie et cliniques ouvertes en pleine forêt classée. Votre enquête a plus ciblé la ville de Vavoua mais allez dans les villages, dans les campements. Les populations de ces zones en toute ignorance font face à un désastre sanitaire et quand la bombe va exploser, ce seront les professionnels de la santé ignorés par le D.D, dont il ne se préoccupe guère du renforcement des capacités et le fait plutôt à titre privée pour des clandestins, qui vont se porter au chevet des populations.

Voyez-vous, le responsable d'une aire sanitaire, celui même qui est censé mettre de l'ordre mange sur le dos des clandestins. Il initie avec le service public une activité irrégulière privée à titre privé. C'est de cela qu'il s'agit avec son soi-disant projet d'encadrement ou de formation. Vous avez touché un problème grave et je comprends dès lors pourquoi l'on veuille attenter à votre vie ou encore que l'on cherche à vous intimider avec un soi-disant procès pour escroquerie, ou chantage. Ce dossier qui est une vraie plaie ne sera pas noyé avec ces artifices-là. Quand on agit comme on ne devrait le faire, on n'impute pas la responsabilité à un tiers.

Dans l'entretien que le Dr Tia nous a accordé pour livrer sa part de vérité, il soutient avoir été contrarié par la situation de Vavoua surtout avec l'absence de la police sanitaire. Comment réagissez-vous à ces propos ?

C'est une fuite de responsabilités et c'est irresponsable de la part du DD Dr Tia. C'est cela mon appréciation. La police sanitaire n'est pas présente mais cela ne l'a pas empêché de monter un projet de formation et de le faire exécuter sur le terrain sous la menace de faire fermer les infirmeries dont les promoteurs n'allaient pas payer. Les gens sont venus payer sous la contrainte. Cette même contrainte, il pouvait la brandir pour faire arrêter l'activité privée illégale des non professionnels de la santé établis à tout

bout de rue de Vavoua. Il ne l'a pas fait mais a plutôt profité de la clandestinité, de la bonne foi et de l'ignorance notoire des non professionnels qui ont vu en lui un messie capable de leur donner une autorisation alors qu'il ne cherchait qu'à se faire une fortune sur leur dos. Aujourd'hui, le désenchantement doit être total chez les promoteurs des infirmeries privées qui se rendent compte aujourd'hui que le DD Dr Tia les a roulés dans la farine. C'est le laissez-faire qui a provoqué la prolifération des cliniques-boutiques et non la situation de crise. On l'a tous vu ici, même au plus fort de la guerre, les dirigeants de la rébellion n'ont donné aucun diplôme aux élèves ou aux étudiants de leurs zones. Ils ont œuvré à la réunification de l'école. Au niveau de la santé, un DD ne pouvait prendre la décision sur lui de faire former des clandestins et leur promettre des attestations si ce n'était pas pour se faire de l'argent. Et c'est cela qui a provoqué la prolifération des cliniques-boutiques à Vavoua. Et comme les populations voient que ses structures sont ouvertes et font l'objet de visite, d'encadrement du DD, elles se disent que c'est légal et elles les fréquentent au détriment des structures homologuées. Cela fait fructifier cette affaire et tout le monde

cherche à être acteur de ce business suicidaire.

Qu'aurait-il dû faire en l'espèce ?

Etant donné qu'il est le premier responsable d'une aire sanitaire et représentant du ministre de la Santé et de l'Hygiène Publique, il doit veiller à ce que seuls n'exercent que les professionnels. Et il doit se donner les moyens à cet effet. Il doit travailler à ce que l'exercice de la santé qui est très délicat soit fait par les professionnels uniquement. Et dans les règles établies par la loi. Mais lorsqu'un directeur départemental de la Santé fait appel à un personnel irrégulier, pour leur donner comme il le prétend lui-même une formation, c'est au mépris de la vie de la population dont il est investi de la charge de protéger. Son encadrement des cliniques-boutiques dont il a lui-même le secret des motivations profondes, est un acte de mépris pour la sécurité sanitaire des populations de Vavoua. Nous disons en tant qu'agent de santé qu'il est en porte-à-faux avec les raisons pour lesquelles il est à Vavoua. Moi, je suis ingénieur des techniques sanitaires mais je ne peux pas jouer le rôle de gynécologue ou de chirurgien. Les rôles sont bien établis et moi qui suis professionnel, je ne peux pas, à plus forte

INVITATION

Berkeley Software Distribution BSD Unix



25.000 CFA

Samedi 26 Septembre 2009
Immeuble CGRAE UEMOA (Versus Bank)
Abidjan Plateau - Côte d'Ivoire
T: +225 20225278

Matinée 09:00/12:45
Thème: Famille BSD
 (Open BSD, NetBSD, FreeBSD)

Déjeuner

Après-midi 13:30/17:00
Thème: Installation, Administration FreeBSD

Inscriptions:
T: +22520225278
E: bsd@konansystems.net
W: www.konansystems.net




raison quelqu'un qui n'a aucun niveau scolaire vient jouer le rôle de médecin, de gynécologue accoucheur. C'est vraiment un problème et nous pensons que c'est le moment d'agir, de poser les bases de l'assainissement du secteur de la santé parce que, nous le pensons, le ministre de la Santé a laissé trop faire et dans cette affaire, il doit montrer sa position véridique. Il doit faire mentir ceux qui pensent tout bas qu'il est complice des pratiques irrégulières, illégales et scandaleuses de ces représentants dans les aires sanitaires dont celui de Vavoua à savoir le Dr Tia. Pour l'heure, nous constatons un mutisme. Devant un problème aussi grave que celui de Vavoua, ce mutisme ressemble à une complicité avec le Dr Tia. Cela peut être interprété comme une complicité puisque le DD lui-même dit qu'il a le soutien du cabinet.

Pensez-vous réellement qu'il a la caution du cabinet ?

Nous n'y croyons pas véritablement mais cela n'est pas à écarter car le problème ne date pas d'aujourd'hui. L'on pourra me dire que le ministre n'avait pas l'information. Le Dr Tia n'a pas fait remonter l'information. Vous, le journal l'Intelligent d'Abidjan, l'avez fait au risque de votre vie. Maintenant, le ministre Allah Kouadio a le dossier entre ses mains et nous attendons la suite qu'il va donner à cette affaire. Tous les agents de santé regardent de près la gestion de cette affaire par leur ministre de tutelle. Ils attendent de voir comment leur ministre va gérer ce dossier. Au-delà du ministre, l'Ordre des médecins doit

se saisir du dossier et prendre les mesures disciplinaires qui s'imposent pour qu'à l'avenir, un médecin ne se rende coupable d'un acte de mépris à la sécurité sanitaire des populations. Le ministre Allah Kouadio doit ouvrir les yeux sur les pratiques irrégulières de ses représentants départementaux et régionaux. Voyez-vous, des DD font courir la rumeur de votre future arrestation pour avoir soutiré de l'argent à leur collègue Dr Tia et qu'ils détiennent des enregistrements de votre chantage. Mais, ils doivent demander à leur collègue ce qu'il se rapproche pour avoir tenté de soudoyer un journaliste. Il faut qu'il le leur dise. Si vous, un jeune si frêle, avez pu faire chanter un responsable de son niveau, il y a beaucoup de choses à comprendre. Il pense vous avoir piégé. Il ne sait pas que vous avez toujours donné la conduite à tenir à chaque fois qu'il voulait vous rencontrer. S'il était fûté, il se poserait des questions pour savoir pourquoi le Dr Atté Boka s'est retrouvé sur le lieu d'une de vos rencontres en compagnie du directeur régional avec qui il était allé récupérer le matériel de vaccination. Et comme il aime tant les sous, il s'est même permis de demander la situation de la grille salariale revalorisée des personnels de santé pour laquelle au niveau du collectif, nous menons de grandes actions. Pourquoi, il ne mentionne pas cette rencontre dans son courrier ? Que veut-il cacher ? Que recherche-t-il à faire courir des rumeurs sur ces propres manigances qui ont foiré ? Pourquoi les collègues DD du Dr Tia sont-ils subitement en transe et font cas d'enregistrement

secret ? Ce sont autant d'interrogations qui doivent interpeller le ministre Allah Kouadio. Le gouvernement n'a pas créé un ministère de la Santé pour tuer les Ivoiriens mais pour assurer leur sécurité sanitaire. Mais que constate-t-on sur le terrain ? Certes Vavoua, c'est l'exagération totale, mais cela se passe un peu partout. Les forêts classées sont devenues des officines de santé qui y ont poussé comme du champignon. On voit partout des médecins ambulants, des gens qui ont un scanner en plein Plateau, ils se promènent et sont souvent même dans les ascenseurs, arpentent même les couloirs et escaliers du cabinet de la Santé pour prendre la tension des usagers de soins. Tous ceux-là, que fait-on pour les arrêter ? Aujourd'hui, on est devant des maladies dont on est incapable d'arrêter la résurgence. Il y a des pratiques qui suscitent et entretiennent cette situation. Pour en revenir au cas de Vavoua dont le DD se comporte un chef bandit en mettant sur écoute un journaliste, ce qui m'écoeure le plus, c'est la vente des médicaments de la pharmacie du district sanitaire pour les distribuer dans les cliniques-boutiques, les cliniques non conventionnelles.

Peut-on savoir pourquoi cet aspect vous irrite le plus ?

C'est tout simple. C'est du scandale. C'est un trafic de médicaments. Voilà des structures homologuées qui n'arrivent même pas à avoir une dotation suffisante en médicaments et le directeur départemental prend sur lui la décision, de vendre, de livrer des produits destinés à

celles-ci aux cliniques-boutiques. C'est un scandale. La Pharmacie de la Santé Publique qui est le fournisseur exclusif des formations sanitaires publiques, est en deçà aujourd'hui de 30 % de capacités en matière de fournitures, d'approvisionnement. Quand tu déposes une demande de 90.000 F Cfa en médicaments, ce n'est pas sûr que la PSP puisse te livrer au moins 30.000 F. Et le peu que les structures officielles arrivent à obtenir, un directeur départemental en affecte une partie pour des clandestins. Le fait de dispatcher ce peu de médicaments livrés par la PSP dans des formations non homologuées, c'est scandaleux. C'est du trafic de médicaments dont le DD se rend coupable. En partageant les médicaments livrés aux formations officielles, Dr Tia a agi comme un véritable trafiquant de médicaments. Il s'est comporté comme un trafiquant de médicament en orientant les livraisons de la PSP vers une destination illégale à titre privé et cela est très grave car en aval, l'on va assister à une rupture de médicaments dans les centres de l'Etat. A ce même moment, ce sont seulement les clandestins qui en disposeront. C'est là le drame dans cette affaire et je pense que le ministre Allah Kouadio doit jauger toute l'ampleur de ce scandale. L'Ordre des médecins doit l'interpeller sur cet autre point. Le ministre Allah Kouadio également. Nous ne doutons pas de son engagement à assainir le milieu. Nous le savons courageux et c'est le moment pour lui de mettre le doigt sur des dysfonctionnements aussi graves et les réprimer sévèrement. Maintenant pour ce qui est

des rumeurs que les DD font courir, soyez sereins. Je vous sais serein. On sait qui avait intérêt à ce que le dossier ne sorte. On sait les démarches qui ont été initiées dans ce sens, qui les a fait et comment l'auteur s'y est-il pris. Un DD qui fait une proposition à un journaliste, c'est qu'il a quelque chose à se reprocher. Et s'il a pu donner 500.000 F, c'est qu'il l'a bien pris dans une destination illégale. Car si on prend son salaire plus ses indemnités, le total n'atteint pas 500.000 F. A ce niveau, s'il pense pouvoir couvrir son indécatesse sur un journal, qu'il engage son action. Son piège, quand nous avons été informés de sa démarche, nous vous avions conseillé la prudence et les faits nous donnent raison aujourd'hui. Il croyait pouvoir vous piéger et vous narguer. C'est le même piège qu'il prépare pour ceux qui ont collaboré avec lui pour la formation. A ceux-ci, ils proposent maintenant une rétribution de la formation. Le conseil que je puisse donner aux formateurs, pour finir, notamment le pharmacien du district le Dr Koné à qui le DD a proposé 400.000 F comme rétribution, c'est de refuser. L'enveloppe qu'il propose pour rétribuer la formation dispensée est un piège. S'il l'accepte, il sera mis au banc des accusés de la part du Dr Tia qui ne veut pas couler seul après avoir mangé tout seul les recettes d'une formation irrégulière de duperie. Nous lui conseillons de se mettre en rapport avec le ministère pour dénoncer la forfaiture de son supérieur qui n'a eu le mérite de ce poste qu'à un simple lien de parenté avec le ministre Mabri, qui l'a nommé.

Ministère de l'Economie et des Finances

Communiqué de presse

Il revient de façon récurrente que des personnes prétendant agir au nom de l'Etat de Côte d'Ivoire et du Ministre de l'Economie et des Finances utilisent frauduleusement les armoiries de l'Etat et falsifient la signature de Monsieur Charles Koffi Diby en vue de conclure des accords de ventes via internet et d'autres supports médiatiques.

Le Ministre de l'Economie et des Finances tient à préciser qu'il n'est ni de près ni de loin mêlé à ces pratiques malveillantes qui n'ont visiblement pour seuls objectifs que d'arnaquer d'honnêtes citoyens.

En conséquence, le Ministre de l'Economie et des Finances attire l'attention de tous sur ces agissements et les appelle à plus de vigilance.

Par ailleurs, le Ministre de l'Economie et des Finances tient à rappeler que les portes de ses services sont ouvertes à tout opérateur économique ou toute personne physique qui souhaiterait avoir des informations sur les dispositions légales existantes dans le cadre des transactions commerciales.

Le service communication

Annonce

Promoteur du projet immobilier révolutionnaire des FDS

❖ *Tout sur l'internationalisation de son projet*

❖ *Qui est réellement Touré Ahmed Bouah et qui est son appui ?*

❖ *Les FDS croient-ils en ce projet ?*

❖ *SOPHIA Immobilier peut-il réussir là où les autres ont échoué ?*

❖ *Qu'est-ce qui trouble le sommeil du PCA de SOPHIA Immobilier ?*



Un dossier explosif à lire le Mardi 15 septembre 2009 dans

L'INTELLIGENT D'ABIDJAN

Après le dépôt de ses dossiers de candidature aux présidentielles, Anaky : *Propos recueillis par T. Abdoulaye* "20 millions de F CFA en Euro ou Dollars, ce n'est pas beaucoup"

Le président du Mouvement des Forces d'Avenir (Mfa) Anaky Kobena a déposé le mercredi 9 septembre ses dossiers de candidature pour le scrutin présidentiel de novembre 2009. Néanmoins, il insiste toujours sur la nécessité pour le Rhdp de présenter un candidat unique à ces consultations électorales. Ci-dessous, l'intégralité de ses propos.



Le président du Mouvement des Forces d'Avenir (Mfa) Anaky Kobena

et voir ce que nous allons faire et surtout ce que la Côte d'Ivoire et les Ivoiriens pensent de nous.

Vous avez déjà déposé les 20 millions ?

Puisque cela fait partie des conditions de re-

cevabilité. Si la candidature a été requise, c'est que les 20 millions sont déposés. Pourquoi vous avez des inquiétudes ? 20 millions, si vous convertissez en dollar ou en euro, ça ne va pas chercher trop loin.

En présentant votre candidature en candidat unique, ne pensez-vous pas aller en rang dispersé à l'exemple du Gabon ?

Pour le moment au niveau du Rhdp, les quatre leaders et leurs états-majors n'ont pas encore opté pour la candidature unique. A partir de cela, les militants du Mfa ont exigé que leur président se présente à l'élection présidentielle. Je pense que c'est logique parce qu'un parti politique est constitué d'abord et avant tout pour la conquête du pouvoir.

Quelles sont les chances du Mfa ?

C'est une élection qui va se faire sur fond de sortie de crise. Une crise qui aura été très dure et qui aura ébranlé la Côte d'Ivoire jusqu'au plus profond de son être. Considérez qu'il n'y a pas de favori. Tout est ouvert. N'oubliez surtout pas que cette fois-ci va prendre au vote une bonne part de la po-

pulation jeune qui vote pour la première fois et qui n'est pas dans son subconscient liée aux hommes politiques du passé. Tout le monde a ses chances et le Mfa de par ses préoccupations pense qu'il est l'un des

mieux placés pour cette compétition.

Vous avez confiance à la Cei ?

Oui. C'est parce que j'ai confiance à la Cei que je suis venu ici.

JE VIENS DE DÉPOSER MA CANDIDATURE au nom du Mfa et pour défendre le programme du Mfa. Et on pense que cela pourrait être un nouvel espoir pour la Côte d'Ivoire. Maintenant, pour ce qui est de la candidature unique, je peux vous dire que nous ne l'avons pas proposée par hasard et sur un coup de tête. Nous y croyons fermement. Nous croyons jusqu'au moment où je vous parle que la candidature unique demeure la meilleure solution pour changer réellement de régime en Côte d'Ivoire et pour mettre fin à la souffrance des Ivoiriens. Je peux vous dire que j'ai bon espoir. Pour le moment, Anaky Kobena est candidat. Il va se lancer en pré-campagne et bientôt en campagne. Je vous invite à regarder

Dépôt des dossiers de candidature à la présidence / Angèle Gnonsoa : *T. Abdoulaye* "L'assouplissement de l'Accord de Marcoussis doit profiter à tous les candidats"

Le communiqué de la Commission Electorale Indépendante (Cei) relatif au dépôt des dossiers de candidature pour les élections présidentielles continue de faire jaser. Le Parti Ivoirien des Travailleurs (Pit) a donné sa position sur la question le mercredi 9 septembre 2009 au cours d'une conférence de presse animée par sa première vice-présidente Mme Angèle Gnonsoa qui a invité le président de la République, la Cei et l'Assemblée nationale à mettre les candidats sur le même pied.



Mme Angèle Gnonsoa souhaite que tous les candidats soient mis sur le même pied.

SELON MME ANGÈLE GNONSOA, la Cei a fait distinguer à travers son communiqué trois catégories de candidats notamment ceux des partis signataires et non signataires de l'accord de Marcoussis et les candidats indépendants. Le Pit s'insurge contre cette politique de deux poids deux mesures et souhaite le même traitement pour tous les postulants aux présidentielles. « Le Pit ne comprend pas et ne peut comprendre que pour une même élection dans le même Etat, il y ait trois régimes distincts. Le bon

sens s'y oppose. Le principe d'égalité l'interdit », a souligné le conférencier qui avait à ses côtés ses plus proches collaborateurs dont le directeur national de campagne Martin Bléou. En fait, pour la vice-présidente du parti de Francis Wodé, le communiqué de la Cei fait plus la part belle aux signataires de Marcoussis. C'est pourquoi, elle a émis le vœu que tous les candidats

qui convoitent le fauteuil présidentiel bénéficient des atouts dudit accord. « L'assouplissement de l'Accord de Marcoussis doit profiter à tous les candidats », a-t-elle souhaité. En outre, Mme Angèle Gnonsoa a dit ne pas comprendre qu'on exige aux candidats issus des partis signataires de l'accord de Marcoussis des informations sur la nationalité de leurs parents ainsi que le paiement d'une caution de 20 millions alors qu'à l'en croire, le dit accord les dispense « de la production de quelque pièce que ce soit, à l'exception de la déclaration personnelle de candidature revêtue de la signature du candidat qui doit être accompagnée, le cas échéant, d'une lettre d'investissement ou de des partis ou groupements politiques qui les parrainent ». Par ailleurs, tout en dénonçant la nomination à la tête du Conseil Constitutionnel de Yao Paul N'Dré qui va faire selon elle de « cette institution un instrument de combat », Angèle Gnonsoa a déploré la récente intervention du directeur général des impôts qui a « exigé » une fiche de régularité fiscale alors qu'à l'en croire, cela ne relève pas de ses prérogatives.

A trois mois de l'élection présidentielle *c.s* Un mouvement de soutien à Guillaume Soro

Le mouvement ivoirien pour la stabilité politique (MISPO) a fait sa sortie officielle, le mercredi 9 septembre 2009, à l'Hôtel du District du Plateau. Ce mouvement vient pour aider le Premier ministre Soro Kigbafori Guillaume à booster le processus de sortie de crise.

SELON M. DIBY THÉOPHILE ALAIN GUIGOLOU, président du Mispo, les raisons qui ont porté leur choix sur le Chef du gouvernement sont son impartialité politique et sa détermination à donner à la Côte d'Ivoire une stabilité politique et sociale durable.

Pour le président du Mispo, il ne peut avoir de développement économique durable dans une situation d'instabilité politique. C'est pourquoi, il a appelé les populations ivoiriennes à se rassembler autour du Premier ministre pour que le processus de sortie de crise soit un succès historique. Aux dires de M. Diby Théophile Alain Guigolou, l'organisation des élections justes, transparentes et démocratiques passe par le soutien des Ivoiriens aux efforts accomplis dans ce sens par Soro Kigbafori Guillaume. A l'en croire, le 29 novembre 2009 ne doit pas être un rendez-vous manqué. « Les Ivoiriens ont souffert et continuent de souffrir

», a-t-il déploré. Avant d'ajouter que le peuple sera situé les responsabilités si la date prévue pour le scrutin présidentiel n'est pas respectée. Le Mispo prévoit mener plusieurs activités afin de booster le processus de sortie de crise. Il s'agit entre autres, d'aider le Premier ministre à la consolidation de l'unité nationale, à faire la promotion de la paix et à aider à l'entente entre les peuples. M. Diby Théophile Alain Guigolou, a soutenu que les candidats au fauteuil présidentiel doivent comme tous les citoyens s'acquitter de leur devoir fiscal. Pour conduire, il a appelé la jeunesse à la prise de conscience et à la maturité.

NOUVEL ALBUM

CD disponible chez King Production

22443648/05018101

Groupe scolaire "Le Phénix" Ecole Primaire et Maternelle
Rentrée scolaire 2009-2010

Le Groupe scolaire "Le Phénix" vous procure:

- ⇒ Enseignement sérieux, rigoureux, dispensé par des enseignants qualifiés
- ⇒ Cadre idéal avec toutes les infrastructures
- ⇒ De bons résultats à l'entrée en 6ème (100 % de réussite)
- ⇒ Cours d'anglais dès le CP2 et initiation à l'informatique
- ⇒ Cours de soutien pour enfants présentant des difficultés scolaires

⇐ Cantine scolaire
⇐ Transports d'enfants

TARIFS EXCEPTIONNELS

Maternelle	140 000 FCFA
Primaire (CP1 au CM2)	150 000 FCFA

Les inscriptions ont débuté, et se poursuivent tous les jours ouvrables : de 8H à 16H venez dès maintenant inscrire vos enfants...

NB : Places limitées

Contacts : 22 47 64 48 / 05 24 22 73
Située à la Riviera III en face du Lycée Français

L'excellence se prépare au Phénix. Sécurité garantie...

Alassane Ouattara depuis Yopougon charge : _____ *T. Abdoulaye*

“Si on me donne une heure à la télé, je convaincras que je suis la solution”

Après son retour, il y a quelques jours, le président du Rassemblement des Républicains (Rdr) a repris ses tournées de proximité dans le district d'Abidjan. Alassane Dramane Ouattara était hier mercredi 9 septembre à Yopougon-Kouté où il a eu une rencontre avec les chefs coutumiers dudit village.



Alassane Ouattara a échangé avec les chefs coutumiers de Yopougon-Kouté hier.

LE MENTOR EST RESTÉ CONSTANT dans ses déclarations. Alassane Ouattara a réitéré devant les chefs coutumiers qu'il a des solutions pour sortir les Ivoiriens des souffrances que ceux qui ont déjà dirigé la Côte d'Ivoire n'ont pu régler. « Il faut arrêter les mensonges et que chacun vienne vous dire, honorables chefs, ce qu'il a fait pour la Côte d'Ivoire, ce qu'il n'a pas pu faire pour la Côte d'Ivoire, ce qu'il ne pourra pas faire pour la Côte d'Ivoire. Moi, je viens vous dire ce que je voudrais pour mon pays. Oui, je viens vous dire que moi, j'ai des solutions pour mon pays. Alors, qu'on arrête de vous faire des discours. Les uns et les autres ont eu des années pour régler les problèmes de ce pays. Que ce soit les problèmes des routes, de l'école, de la santé, d'emploi, malheureusement, ils n'ont pas pu les régler », a-t-il déclaré.

venir pour remplir les poches. Je n'ai pas besoin de le faire. J'ai travaillé ailleurs. Et, j'ai de bonnes pensions. Je peux m'occuper de moi-même », a fait savoir le mentor qui a invité ses hôtes à le voter aux prochaines élections. Alassane Ouattara est sûr et certain que ce scrutin se tiendra le 29 novembre comme indiqué par la Cei. « Tchoco Tchoco l'élection aura lieu le 29 novembre », a-t-il insisté. Mais l'ex- Premier ministre en a profité pour rassurer ses interlocuteurs sur ses origines. « Je m'appelle Alassane Dramane Ouattara. Je suis né à Dimbokro, je crois savoir que Dimbokro est en Côte d'Ivoire. Je vous dis que je suis candidat à l'élection présidentielle », a fait savoir le mentor du Rdr qui a dénoncé la prise en otage des médias d'Etat. « Je suis venu ce matin pour vous saluer, vous remercier, et aussi me présenter à vous. Parce que beaucoup ne me connaissent pas. Certainement que beaucoup m'ont vu à la télévision pendant longtemps de 90 à 93. Mais aujourd'hui, la télévision est prise en otage. On ne veut pas que ADO passe à la télévision. Ils savent que si on me donne une heure de temps, je convaincras mes compatriotes que je suis la solution pour les problèmes de la Côte d'Ivoire », a-t-il conclu.

Tout en rassurant ses interlocuteurs qu'il ne cherche pas à gouverner la Côte d'Ivoire pour se remplir les poches contrairement à ceux qui ont déjà dirigé le pays. « Les Ivoiriens ont besoin qu'on travaille pour la population. Que les uns et les autres arrêtent de se remplir les poches. Vous savez tous ici, que je n'ai pas besoin de

Coalition nationale des résistants de Côte d'Ivoire _____ *Olivier Dion & CS*

Youssouf Fofana aux commandes pour trois mois

Le nouveau président de la Coalition nationale des résistants de Côte d'Ivoire (CONARECI), Youssouf Fofana, président de la Voix du Nord, a présenté son bureau le lundi 7 septembre 2009. Tous les leaders des mouvements et associations de jeunes patriotes sont membres du nouveau bureau pour un mandat de trois (3) mois.



Youssouf Fofana, le nouveau président de la coalition des jeunes patriotes. précis, un secrétariat pour les élections et un secrétariat chargé à la communication, dirigé par Elie Hallassou, par ailleurs porte-parole de la coalition. Selon le porte-parole, la Conareci nouvelle version affiche le signe de la maturité pour la lutte patriotique. Conformément aux textes, les membres de cette structure proche du camp présidentiel se sont retrouvés pour

RÉUNIS AU SIÈGE DU CNRD à Cocody, les membres de la Conareci ont renforcé l'effectif du bureau afin de ne rien négliger pour la réélection du président Laurent Gbagbo. Pour ce faire, le président Youssouf Fofana a fait appel à tous les leaders des mouvements et associations qui constituent la coalition. Cependant, le débat a été houleux sur le maintien de Serge Koffi, ex-secrétaire général de la Fesci au sein du bureau. Après de longues discussions, il a été nommé parmi les conseillers du président. Le nouvel homme fort de la coalition a innové sur quatre (4) points principaux. Il s'agit de l'augmentation des membres du bureau à 18 personnes au lieu de 15 anciennement, la création de vice présidences avec des rôles

élire leur nouveau président le vendredi dernier. Au terme de longues heures de discussions, Youssouf Fofana, le président de la Voix du Nord a été élu pour trois mois, succédant ainsi à Nadaud Clément dont le mandat est arrivé à échéance le 3 septembre. Ces longues heures de débats s'expliquent par le fait qu'il fallait pourvoir le poste de porte-parole. Une idée qui n'a pas trouvé l'assentiment de tous les membres. Toutefois, une solution a pu être trouvée et ce poste a été confié à Elie Hallassou, président de l'Association citoyenne pour Gbagbo (ACG). Pour le nouveau président de la Conareci, il est important, à quelques mois des élections présidentielles du 29 novembre 2009, que la coalition mette en place une stratégie pour affronter ces élections, avec comme objectif la victoire de Laurent Gbagbo. « Nous voulons achever le combat que nous avons démarré depuis le 19 septembre 2002. La guerre est finie, notre priorité c'est la réélection du candidat Laurent Gbagbo et je suis sûr qu'il sera élu au premier tour », a déclaré Youssouf Fofana, qui entend œuvrer sur le terrain, de concert avec toutes les autres structures de la galaxie patriotique, pour la victoire de leur candidat.

Annonce Et revoilà Koudou Vami Blanchard

Le plus célèbre Policier de Côte d'Ivoire revient à la charge dans une Interview-explosive 7 mois après sa première sortie.



Cette fois, il parle pour ne plus parler encore ... car il ne dira plus rien à personne...

- ⇒ Il raconte la plus grande prise d'otage en Côte d'Ivoire.
- ⇒ Il parle du plus grand escroc des années 80
- ⇒ Il fait la lumière sur la mort des 15 jeunes abattus à Vridi en 1992
- ⇒ Il révèle le plan d'assassinat contre lui et la prison qu'il a fait
- ⇒ Il parle d'Emile Constant Bombet, Désiré Tagro etc
- ⇒ Il dit pourquoi il a peur de Gbagbo

Une interview explosive
à lire le Lundi 14 Septembre 2009

L'INTELLIGENT D'ABIDJAN

Annonce

Demain dans l'IA

En exclusivité, découvrez des images de l'album de vacances de Bamba Alex au pays des hommes intègres.

Réservez comme tous les jours,
votre journal chez votre vendeur.

Revue de programme / Sous la pression des bailleurs de fonds

Honoré Kouassi

Amadou Koné fait son bilan de trois années de gestion

La mission conjointe du Fonds monétaire international, de la Banque mondiale et de la Banque africaine de développement conduite par Mme Doris Ross a été reçue le mercredi 9 septembre 2009 par le ministre de l'Intégration africaine, Amadou Koné. Cette rencontre a permis aux experts de ces trois institutions en séjour depuis le 2 septembre dernier à Abidjan, de s'informer sur l'évolution des grands chantiers dudit ministère, à savoir l'intégration régionale, la construction de marché commun, la liberté de circulation des biens et des personnes et la facilitation des échanges, nécessaires pour la réalisation des programmes économiques.



Le ministre a expliqué hier aux experts des institutions de Betton Woods le niveau de réalisation de ses actions.

LA CRISE N'EXCLUANT PAS LA PRUDENCE, le Fonds monétaire international, la Banque mondiale, la BAD et d'autres institutions sœurs de financement ont décidé de s'assurer que toutes les institutions de la Côte d'Ivoire travaillent. Et que chacune d'elles exécute les programmes qui lui ont été confiés conformément au chronogramme de relance économique post-crise. C'est ce qui a valu la visite de la délégation de Mme Doris Ross, chef de mission du Fonds monétaire international, de la Banque mondiale et de la Banque africaine de développement hier mercredi dans la matinée au ministère de l'Intégration africaine, sis au 17ème étage de la Tour B. «Le but de notre visite est de passer en revue l'économie. Ce qui est nécessaire par rapport à l'article 4 de notre statut. (...)», a confié Mme Doris Ross, en guise d'introduction. Selon le chef de mission, l'apport de l'intégration régionale est très important pour l'avenir de la Côte d'Ivoire. Etant donné qu'elle constitue un facteur stimulant pour la croissance des économies. C'est pourquoi, à en croire Mme Doris Ross, il était important dans le cadre de sa mission de revue de programmes économiques à Abidjan, qu'elle s'approche dudit ministère, comme elle en a déjà fait pour d'autres, afin de savoir ce qui a été fait au plan de l'intégration. «Notre objectif est de savoir un peu comment se passent les négociations en termes de commerce extérieur avec vos

partenaires. Mais aussi quelle est votre vision de l'intégration de la Côte d'Ivoire dans l'intégration régionale», souligne-t-elle. En réponse aux préoccupations de Mme Doris Ross, le ministre Amadou Koné qui a été soumis à une sorte d'interrogatoire, a de façon magistrale fait l'historique de ce qui a été fait et des chantiers en cours. Il s'agit notamment de l'intégration régionale, de la construction du marché commun, de la liberté de circulation des biens et des personnes et de la facilitation des échanges. «En ce qui concerne l'intégration régionale, je voudrais indiquer que les deux organisations dans lesquelles la Côte d'Ivoire est fortement présente, c'est l'UEMOA d'une part et d'autre part la CEDEAO. Bien sûr, il y a l'UA. Mais je parlerai plus de l'UEMOA et la CEDEAO. Parce qu'à ce niveau, les choses avancent assez rapidement. Nous croyons qu'il est important qu'il y ait cette intégration régionale parce que, ensemble, on peut régler des problèmes qu'on ne peut pas régler seul», a dit le ministre ivoirien de l'Intégration africaine. «Je pense que l'intégration régionale fait partie des actions qui peuvent améliorer la bonne gouvernance au niveau des Etats. Parce que des règles qui

sont prises au niveau régional, vous avez beaucoup plus de facilité à les mettre en œuvre», s'est-il expliqué en face des experts qui n'ont pas manqué de l'interroger sur des points qu'ils jugent incompréhensibles. Eu égard aux expériences qu'il a acquises depuis qu'il est dans ce département, Amadou Koné a insisté pour dire que l'intégration régionale peut apporter un plus à la bonne gouvernance. «Je pense que l'intégration régionale peut améliorer la gouvernance», précise-t-il. S'agissant du chapitre relatif à la CEDEAO (Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest), le ministre a révélé aux fonctionnaires des institutions financières les chantiers en cours. «Au niveau de la CEDEAO, sur le plan monétaire, il y a une deuxième zone monétaire qui est en gestation. C'est un peu difficile. Les délais ont été repoussés encore jusqu'à 2015 du fait des difficultés que nos Etats ont connues avec la crise financière, énergétique et alimentaire», a fait savoir le ministre ivoirien. Précisant que les pays concernés n'étaient pas du tout en mesure de respecter les règles de convergence qui ont été rétablies. Ce qui a causé un décalage de quelques années encore en ce qui concerne la deuxième zone monétaire. Il a par ailleurs

précisé que le président de la Commission de la CEDEAO a accepté l'idée de la création de la seconde monnaie pour l'ensemble des Etats. «L'idée est en train d'être creusée. Il s'agit donc de créer une monnaie et laisser en l'état les monnaies existantes. De sorte que ceux qui voyagent, les commerçants puissent utiliser cette monnaie. Ça faciliterait la convertibilité. (...) Le débat se poursuit, mais on se donne jusqu'à 2015 pour que cette deuxième zone monétaire soit créée», rassure-t-il. Au titre des chantiers, le ministre a fait un rappel du TEC (Tarif extérieur commun). Selon lui, la question du TEC préoccupe mais elle avance bien : «Nous avons paraphé un accord intérimaire de partenariat avec l'Union européenne. Cela fait que tous les sujets ont été remis sur la table. Je pense que c'est ce qui a accéléré le processus de mise en place du TEC de la CEDEAO. Parce qu'on a dit que c'était un préalable pour que nous ayons le TEC. A partir de cette frontière commune, nous voyons comment va se faire l'accès au marché de

l'Afrique de l'Ouest. Cela a accéléré le processus de mise en œuvre du TEC», a expliqué le ministre. Outre l'APE (Accord de partenariat économique) pour lequel la Côte d'Ivoire a signé un accord intérimaire avec l'Union européenne en attendant un accord régional qui doit être signé d'ici octobre prochain, le ministre a souligné qu'un certain nombre d'actions sont en cours. Il s'agit notamment de la politique nationale de l'intégration régionale. «Nous sommes en train d'élaborer la politique nationale de l'intégration régionale parce qu'elle n'existe pas. On est en train d'y travailler. Nous sommes encore dans les termes de référence», révèle-t-il. Sur la libre circulation des biens et des personnes qui intéresse davantage le chef de mission, le ministre a assuré que des efforts sont en cours. Mais son souhait est qu'elle soit totale sur l'ensemble du territoire national. «En tant que ministre de l'intégration, ce qui m'arrange est qu'il y ait une liberté totale de circulation des personnes et des biens sur l'ensemble du territoire», a-t-il témoigné.

Système financier ivoirien

La faiblesse des revenus tue l'épargne

De l'enquête sur les aspirations des populations vivant en Côte d'Ivoire, se dégage le constat qu'il demeure difficile d'épargner.

L'ÉPARGNE CONSTITUE LA PART DU REVENU des ménages qui n'est pas consacrée immédiatement à la satisfaction des besoins. Pour tout ménage qui désire quitter son standing de vie initial pour accéder à un niveau meilleur, le sacrifice s'impose. Malheureusement les ménages en Côte d'Ivoire demeurent depuis les années 90 dans une conjoncture défavorable à l'épargne. Si la consubstantialité du gain et des dépenses n'est pas à démontrer, faire des économies revient pratiquement à ôter du pain aux ayants-droit (la famille nucléaire). A titre d'illustration, le rapport d'analyse du Bureau National de la Prospective est édifiant. De fait, il ressort de l'enquête menée par cette structure du Ministère du Plan et du Développement sur un échantillon représentatif de la population ivoirienne que 47,4%



Les populations ivoiriennes aspirent à l'amélioration du système financier.

éprouvent des difficultés à épargner. La classique attitude de déduction de l'épargne de

la relation revenu-dépense est plus qu'un casse-tête chinois. Les raisons de ce fait sont multiples. La faiblesse du revenu - due aux charges fiscales, les salaires qui n'ont pas évolué depuis une quinzaine d'années - arrivent avec 69,2% au titre des raisons évoquées par les interviewés. Le coût élevé de la vie est cité par 60,1% quand les charges sociales élevées des ménages rencontrent l'assentiment de 24,4% de la taille d'échantillon choisie pour cette enquête. Cette situation, si elle est résolue, permettra aux établissements financiers de gonfler leurs réserves financières. Il s'ensuivra alors un accès facile à l'obtention de crédit dans la mesure de solvabilité des comptes. Pour les aspirants à l'épargne constante ou pas, le salut se trouve dans la prise de mesures visant à réduire les charges sociales. Se consacrer uniquement aux charges de la famille nucléaire (peu importe les controverses qu'une telle attitude peut susciter) semble la solution optimale en attendant un déblocage incertain des salaires dans les années à venir.

HYK

Toutes les certifications remises en cause

Les certifications des produits et services actuellement en cours dans la sous-région ne répondraient à aucun critère, a dénoncé le ministre ivoirien de l'Intégration africaine. A en croire Amadou Koné, l'absence de critères pose un problème de reconnaissance de la qualité des produits certifiés. En ce sens qu'il n'y aurait pas de moyens de contrôle de la qualité des produits ou du respect des normes de qualité. Ce qui intrigue le ministre Amadou Koné. Lui qui pense qu'il faut mettre en place, au plan régional, des structures de délivrance de certification. C'est cette structure qui va désormais édicter les règles qui seront soumises à tous de sorte que la qualité des produits certifiés soit reconnue. Amadou Koné pense que c'est un combat à mener et qui doit impliquer tous les Etats. H.K

A l'initiative de la Coordination des Communicateurs Citoyens Bénévoles pour le plébiscite du président candidat Laurent GBAGBO

Importante conférence publique

Thème :

Les enjeux politiques et historiques des élections de sortie de crise :

Quel chef d'Etat pour la Côte d'Ivoire ?

Orateur :

Abou Drahmane Sangaré
1er vice-président du FPI,
chargé de la stratégie politique

Lieu : Hôtel Pullman

Date : Mercredi
16 septembre 2009

Heure : 10h - 13h

Au cœur des électeurs

NB : Veuillez retirer vos cartons d'invitations auprès de la permanence de la coordination

Contacts : 22 50 31 36 / 07 96 27 27 / 07 84 05 39
email : ccommunicateurs@yahoo.fr



Football-Mondial Junior 2009/ Match amical préparatif K.Y La Côte d'Ivoire affronte les E.A.U en Turquie

LA SÉLECTION IVOIRIENNE des moins de 20 ans disputera un match amical contre son homologue des Emirats Arabes Unis (E.A.U), mercredi à Antalya City (Turquie). Les Eléphants juniors ont à peine savouré l'éclatante victoire de leurs aînés, samedi, face au Burkina Faso (5-0) dans le cadre des éliminatoires combinées CAN-Mondial 2010, qu'ils se sont envolés dimanche pour la Turquie afin d'y livrer un match amical à Antalya City contre les Emirats Arabes Unis. Qualifiée pour la Coupe du Monde U-20 de la FIFA, Egypte 2009 qui se déroulera du 25 septembre au 16 octobre prochain, la sélection émiratie met à profit son stage de préparation en Turquie pour se frotter à une équipe africaine. Le choix porté sur la Côte d'Ivoire par la Fédération des E.A.U n'est pas fortuit. Les juniors des émirats sont



Les Eléphants à pieds d'oeuvres.

logés dans le groupe F avec leurs homologues d'Afrique du Sud, du Honduras et de la Hongrie. Pour cette confrontation amicale, Alain Gouaméné, le sélectionneur ivoirien, a retenu 12 joueurs locaux qui seront rejoints par six joueurs évoluant à

l'extérieur du pays. Ce sera l'occasion pour le technicien ivoirien de jeter les bases de la mise en place d'une équipe compétitive, en prévision des éliminatoires de la CAN 2011. Cette rencontre amicale entre Ivoiriens et Emiratis trouve également un intérêt au-delà du rectangle vert. A l'horizon, se profile une signature de partenariat entre la Fédération Ivoirienne de Football et l'United Arab Emirates Football Association. A noter que la Coupe du Monde U-20 de la FIFA, Egypte 2009 qui se déroulera du 25 septembre au 16 octobre prochain enregistre la participation de cinq Nations africaines. A savoir, l'Egypte, pays organisateur et les quatre pays qualifiés à l'issue de la CAN 2009 (Afrique du Sud, Cameroun, Ghana, Nigeria). Source: jff.ci

Football / Coupe de la réconciliation (Trophée Amari Alexis) KS Sidob de Toupah remporte le trophée

EN BATTANT PAR 2-0 l'équipe de la SAPH, la formation de Sidob de Toupah a remporté le dimanche dernier à Toupah, au terme d'un match plein, la coupe Amari Alexis, inspecteur de l'enseignement primaire, Chef de la Circonscription de l'Enseignement Pré-Scolaire et Primaire de Zuenoula. Les deux buts de la finale ont été marqués par Yao Paul Emile. Débuté le 8 août dernier, le tournoi de la réconciliation a réuni quatre équipes (Sidob de Toupah, SAPH, Lindék de Toupah et Dioulabougou + Instituteurs). Comme récompenses, le vainqueur, Sidob de Toupah a reçu une enveloppe, un jeu de maillots, un ballon et le trophée sans ou-



Le capitaine de l'équipe victorieuse, Amari Serge Eloi, entouré du sous-préfet de Toupah, Mme Coulibaly Racine à gauche et le parrain, Amari Alexis à droite

blier des kits scolaires. La SAPH a de son côté reçu un ballon, un jeu de maillots une enveloppe et des kits scolaires. « Nous avons eu droit à un bon match. Je félicite les deux équipes pour leur esprit fair-play. C'est ce que nous souhaitons. Merci à tout le public qui est venu en grand nombre pour célébrer la fraternité et l'union qui sont notre objectif pour les fils et filles du village », a déclaré le parrain Amari Alexis. La finale a enregistré la présence de Mme Coulibaly Racine, sous-préfet de Toupah. Cette compétition, destinée aux personnes âgées d'au moins 34 ans, a été belle.

3ème édition de l'Open E-Games 2009 K.Y Le sport qui favorise la réflexion stratégique

L'OPEN E-GAMES coupe nationale ouverte à tous les amoureux du jeu électronique, est un sport regroupant le sport virtuel ou jeu vidéo, les jeux vidéo artistiques et les jeux vidéo ludiques. Depuis 2004 l'Open E-Games suscite et déchaîne les passions. L'espace SOCOCE des II Plateaux a servi de cadre le jeudi 3 septembre 2009 au lancement de la 3ème édition de ce rendez-vous national des fanatiques du console. Aux dires de M. Gomet Arnaud, directeur associé et président du comité d'organisation d'Open E-Games 2009, cette édition est placée sous le signe de la maturité. L'E-Games entend à long terme partager les titres de gloire des sports majeurs en Côte d'Ivoire. Plus de 51000 amoureux des manettes se sont inscrits pour participer aux compétitions de cette 3ème édition selon Jean Marc Dogo représentant la société de téléphonie mobile MTN, sponsor leader de l'événement. Commencée depuis le vendredi, cette compétition a pris fin samedi 5 septembre 2009 à 17h. Le vainqueur de cette édition participera tous frais payés par le sponsor MTN à la Coupe du Monde 2010 qui aura lieu en Afrique du Sud. « En tant que sponsor leader il nous revenait de pouvoir détecter ce qui était opportunité pour demain. Nous avons estimé qu'avec la prééminence des NTIC et surtout de l'ou-



Jean Marc Dogo représentant du sponsor leader MTN

til informatique dans toutes les activités de l'homme aujourd'hui, il était de jeter un regard intéressé sur ce sport via l'écran. Aujourd'hui nous gagnons en maturité, d'autant plus que nous avons reçu plus de 51000 inscrits. Et la présence des autorités gouvernementales nous reconforte. C'est dire que notre démarche est suivie, les Ivoiriens sont avec nous et vous ne pouvons que nous en réjouir », a fait savoir Jean Marc Dogo représentant du sponsor leader MTN. Cette cérémonie a été réhaussée par les représentants du Ministre de l'Education nationale, du Gouverneur du District et du Maire de Cocody.

Bon à savoir

une sélection de K.Y

FOOTBALL/ CHELSEA JOE COLE A REJOUÉ

Blessés au genou et éloignés des terrains depuis plusieurs mois, Joe Cole et Paulo Ferreira ont pris part pour la première fois depuis leurs blessures à une rencontre de football. Le milieu de terrain et le défenseur de Chelsea ont participé à un match amical face à Fulham (1-1) ce mardi. L'international anglais a joué un peu plus d'une heure tandis que le Portugais a disputé l'intégralité de la rencontre. Les deux joueurs devraient être

complètement opérationnels d'ici quelques semaines.

FOOTBALL/ MANCHESTER CITY KOLO CAPITAINE

A peine arrivé chez les Citizens, que le défenseur ivoirien est élevé au grade de capitaine. Chose qu'on lui avait refusé à Arsenal où il a passé sept ans. En débauchant Kolo Touré à Arsenal, Manchester City comptait bien confier à l'international ivoirien les clés de sa défense. Mais aussi, les

dirigeants envisageaient confier à l'ancien Gunner des responsabilités très importantes. Et, plusieurs facteurs plaident en faveur du ministre de la défense des Eléphants. En Angleterre, Kolo affiche une très belle carte de visite. Il a passé sept ans à Arsenal avec lequel il a presque tout gagné. L'ancien Académicien est l'un des joueurs les mieux reconnus en Premier League. Raison pour laquelle City a d'ailleurs cassé sa tirelire en claquant 18 millions d'euros pour l'arracher aux Gunners. Depuis son arrivée dans l'équipe de Mark Hugues, Kolo Touré répond à toutes les attentes. Il s'est rapidement imposé pour offrir aux ennemis de Manchester United la meilleure défense du championnat d'Angleterre. Son immense expérience et ses brillants états de service ne sont donc pas passés inaperçus. Les dirigeants de City viennent de récompenser tout cela.

ATHLÉTISME : SEMENYA BIEN UNE FEMME ?

Selon la BBC, les tests de Caster Semenya démontreraient bien qu'il s'agit d'une femme. Si l'annonce de l'IAAF ne devrait pas intervenir avant deux semaines, la BBC annonce que la Sud-Africaine Caster Semenya, à qui on avait demandé de passer des tests pour justifier de sa féminité, va garder sa médaille d'or sur 800m. Ce qui tendrait à confirmer qu'il s'agit bien d'une femme. Le Daily Telegraph avait pourtant annoncé il y a quelques jours qu'elle présenterait un taux de testostérone trois fois supérieur à la normale pour une femme.

Gansu Lianke Trade

Gansu Lianke trade chief is a limited liability company specializing in chemical raw materials, metals and materials charge of large-scale trading enterprises. Since its inception, always adhere to the "science and technology for the first, integrity management, service enterprises to pay back the community" business philosophy, chemical raw materials and metal materials in the field of domestic and always aim at the latest technology and products, industrial enterprises in promoting the new technology, new technologies The new products to help businesses reduce production costs, improve product quality and increase enterprise efficiency and value-added products.

At present, the company operated by ferrosilicon, pig iron, foundry coke, manganese, chromium, iron, molybdenum iron, niobium iron, calcium, barium silicon, vanadium iron and so on for a long time been a steady supply of well-known and large-scale domestic enterprises. Company based in the northwest, the National Service; to comply with international trade regulations, and always adhere to the "quality, quality, equality and mutual benefit, common development" principle, to win the trust and praise from all walks of life.

We will rely on an honest, pragmatic, innovative entrepreneurship, for the majority of customers to provide more, better, newer products. For customers at home and abroad to provide quality goods and excellent service trade, and welcome people of all circles at home and abroad with our company for trade and investment cooperation, hand in hand, the development of an accomplice.

Contact method:

ADD: Chengguan District of Lanzhou City, Jiuquan Road, Cheong Building, 258 Route 12C
Tel: 86-0931-8855943 / Fax: 86-0931-8818102
P.O.: 730000 / http: gslanke.com
EMAIL: MXJ930815@sina.com

AVIS AUX FONDATEURS

Offre Spéciale Rentrée

A l'occasion de la rentrée 2009-2010 le département Commercial du journal l'Intelligent d'Abidjan vous offre :

-30% de remise sur tous vos achats d'espace

- ⇒ Publi-reportage ;
 - ⇒ Encarts publicitaires ;
 - ⇒ Encartages ;
 - ⇒ Communiqués etc.
- 07 30 02 78 / 02 27 57 77**

L'INTELLIGENT D'ABIDJAN

Une liste électorale fiable commande le respect scrupuleux de la procédure

Les conditions donnant accès à l'identification et à l'enrôlement des potentiels électeurs ont été volontairement facilitées par les autorités, soucieuses de permettre à tous les Ivoiriens de se faire prendre en compte. Elles ont, malheureusement, donné aussi l'occasion à de nombreuses personnes d'origines diverses, à l'affût de la nationalité ivoirienne, de se présenter avec de vrais ou faux extraits d'actes de naissance ou de jugements suppléatifs, seules pièces exigées pour se faire enrôler. C'est ce qui justifie et explique les étapes de croisements des fichiers, et de contrôles effectués par les électeurs sur la liste électorale provisoire.



Beubrè Mambé, président de la CEI.

A- LE CROISEMENT DES FICHERS

Cette opération a démarré, on le suppose, comme annoncée par la CEI, le 22 juillet 2009 dans les centres de coordination, par la numérisation des informations sur les fiches avant le doublonnage. Elle va ensuite se poursuivre par la comparaison des fichiers des données recueillies sur le terrain avec les fichiers historiques.

a- QU'ENTEND-ON PAR FICHERS HISTORIQUES?

Les fichiers historiques sont constitués par :

- Les fichiers des recensements:

La Côte d'Ivoire a le mérite d'avoir procédé régulièrement à des recensements de sa population: en 1975, le recensement des populations d'Abidjan et de Bouaké (RAB); en 1988, le recensement général de la population et de l'habitat (RGPH 88); en 1998, le recensement de la population et de l'habitat (RGPH 98). N'eût été la crise, on en serait au quatrième recensement en 2008.

Il faut noter que ces recensements exhaustifs de la population et de l'habitat se sont faits « au porte à porte ». Tous les sites ha-

bités du pays ont été visités et les absents au moment des passages des agents recenseurs ont été inscrits sur simples déclarations des personnes présentes dans les domiciles et sur les lieux de travail. Les RGPH 88 et 98 ont concerné toutes les personnes présentes sur le sol ivoirien, quels que soient leur origine et leur âge. A l'époque, les tensions politiques que nous connaissons aujourd'hui n'existaient pas: les uns et les autres ont donc fait spontanément et sans pression les déclarations les concernant.

- Les fichiers sectoriels:

A ces bases de données des différents RGPH, il faut ajouter les bases de données sectorielles. Il s'agit, entre autres, des bases de données des listes électorales de 1990, 1995 et de 2000, ainsi que des bases de données de la Fonction Publique, de la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale (CNPS), de la Caisse Générale de Retraite des Agents de l'Etat (CGRAE), de l'Office National d'Identification (ONI). Seront également prises en compte les bases de données des ressortissants de la CEDEAO

dont les pays ont organisé des élections en Côte d'Ivoire.

- Le fichier des naturalisés ivoiriens:

Disponible au Secrétariat Général du Gouvernement et au Ministère de la justice, le fichier des naturalisés est la compilation des données concernant toutes les personnes qui ont demandé et obtenu la nationalité ivoirienne de 1960 à nos jours.

C'est l'ensemble de ces informations numérisées qui concernent toutes les personnes vivant en Côte d'Ivoire, qui sont qualifiées de fichiers historiques, parce qu'elles existent depuis toujours et servent au fonctionnement des services de l'Etat. Les fichiers historiques fusionnés constituent les tamis à travers les quels tous les inscrits de l'enrôlement qui vient de prendre fin le 30 juin 2009 devront passer avant d'être retenus sur la liste électorale provisoire. Si tout est fait comme il se doit ! Ce croisement mettra en œuvre des serveurs qui compareront techniquement, donc sans état d'âme, pour chacun des inscrits, les informations qu'il a données lors de son enrôlement et celles qui le concernent et sont mentionnées dans les fichiers historiques retenus.

b- QUE REVELERA LE CROISEMENT DES FICHERS ?

Ce croisement révélera, entre autres, quatre situations:

Des personnes retrouvées sur la liste électorale de 2000. Ces personnes, en application des dispositions de l'APO, seront retenues d'office sur la liste électorale provisoire. Des personnes figurant dans au moins un des fichiers historiques avec des informations conformes à celles qu'elles ont données lors de leur enrôlement. Ces personnes seront également retenues sur la liste électorale provisoire. Des personnes retrouvées dans au moins l'un des fichiers historiques mais avec des informations différentes de celles qu'elles ont données lors de leur enrôlement. Ces personnes devront apporter le ou les justificatifs des différences observées. S'il s'agit de la nationalité, la présentation du décret qui leur a, entre temps, conféré la citoyenneté ivoirienne, et le journal officiel qui l'a publié devraient certainement suffire. Encore que dans ce cas, ledit décret devrait se retrouver dans la base des données des naturalisés qui existe fort heureusement. Des personnes qu'on ne retrouve dans au-

valu entre les nationaux ivoiriens et les nombreux frères et amis venus de tous les horizons pour vivre tranquillement en Côte d'Ivoire. La palme de l'hospitalité et de l'intégration détenue par notre pays ne saurait être remise en cause par des aventuriers sans foi ni loi.

Les personnes doivent des explications non seulement aux administrations en charge de l'organisation des élections, mais aussi à l'Etat et même à la Nation. S'il se trouve des personnes qui ont voulu s'adonner à la fraude, la loi doit s'appliquer dans toute sa rigueur. Car, comment peut-on être ivoirien ou avoir vécu en toute légalité en Côte d'Ivoire sans figurer dans aucune des bases de données qui ont servi à faire fonctionner les administrations de l'Etat depuis 1988 jusqu'à ce jour? Certains pourront aisément justifier qu'ils étaient hors du territoire ivoirien pour diverses raisons, durant toutes ces périodes de la vie du pays. Mais ceux qui étaient continuellement présents sur le territoire national, comment ont-ils pu poser des actes de la vie civile, en vivant totalement en marge des règles, particulièrement de 1987 jusqu'en 2009? Les RGPH 88 et RGPH 98 ayant eu lieu en cette période, on ne peut pas parler d'insuffisance des services de l'Etat, pas plus d'exclusion. Des réponses existent peut-être. Mais par ces temps de crise identitaire, on conviendra qu'il est surprenant que des gens qui désirent tant être des Ivoiriens se soient volontairement exclus de la vie de la nation. On conviendra également qu'il est curieux de voir ces mêmes personnes réapparaître aujourd'hui pour se faire identifier et enrôler. C'est à l'issue de tous les croisements informatifs que les électeurs qui auront franchi les contrôles et vérifications figureront sur la liste électorale provisoire.

B - LES CONTROLES EFFECTUES PAR LES ELECTEURS

La loi électorale, en son article 12 nouveau, donne le droit aux électeurs de contester les inscriptions frauduleuses constatées sur la liste électorale provisoire, afin de débarrasser définitivement le pays des personnes sans dignité qui, par des raccourcis malhonnêtes, veulent acquérir la nationalité ivoirienne. Le peuple tout entier doit se mobiliser pour ce contrôle de la liste électorale provisoire. Le bon déroulement de cette opération permettra de pérenniser la cohabitation harmonieuse qui a toujours été

valuable entre les nationaux ivoiriens et les nombreux frères et amis venus de tous les horizons pour vivre tranquillement en Côte d'Ivoire. La palme de l'hospitalité et de l'intégration détenue par notre pays ne saurait être remise en cause par des aventuriers sans foi ni loi.

C- NE RIEN NEGLIGER POUR EVITER DE RETOMBER A LA CASE DEPART

Les usurpateurs de nationalité doivent être signalés! C'est plus aucun droit. C'est un devoir qu'il faut accomplir dans la plus grande objectivité.

La Côte d'Ivoire mérite plus de respect et de considération de la part de tous ceux qui ont choisi de vivre dans ce pays où l'intégration est vécue au quotidien, alors qu'ailleurs, on ne se contente que de la chanter. Il faut désormais veiller à ce que, ce qui ne peut être fait ailleurs en la matière, ne le soit pas non plus ici. La Côte d'Ivoire appartient à un peuple, le peuple ivoirien. Ce peuple, pour être intégré aux autres peuples a besoin d'être reconnu. Car on n'intègre que des entités différentes. Après tout cela, il faudra, pour crédibiliser les élections, régler les problèmes « liés aux grades des ex-rebelles et à leur encasement », deux mois avant la date de la présidentielle, puisque suivie le redéploiement des forces mixtes pour rendre l'environnement républicain. Il est, en effet, clair que les efforts louables de la réunification du territoire national, consolidée par le redéploiement des fonctionnaires et agents de l'Etat, avec à leurs têtes les administrateurs territoriaux (préfets, sous-préfets) et les magistrats, n'auront atteint l'objectif visé que quand ces autorités pourront, sur le terrain, exercer pleinement et totalement leurs compétences. Cela n'est malheureusement pas le cas actuellement. Que vaudront les élections si elles ne se déroulent pas dans un environnement républicain? Nous venons de très loin, sachons nous en souvenir, en évitant de diluer tous les efforts qui sont faits.

Que Dieu bénisse la Côte d'Ivoire!
KONE Opèh Martin

Communiqué nécrologique

Le Député Kouassi Allomo Ouffoué Paulin (Président du Comité Scientifique pour la Recherche de la Candidature unique au Sein du RHDP), enfants et familles ont la profonde douleur d'annoncer à leurs amis et connaissances le décès de Madame Kouassi Allomo Ouffoué Paulin née N'guessan Chantale décédé survenu ce samedi 5 septembre à 20h45 mn à la PISAM.



Le programme des obsèques vous sera- communiqué ultérieurement.



Promoteur - Constructeur

Vous pouvez aussi acquérir des terrains à proximité de nos opérations

RESIDENCES ATHENA

(Route de Bingerville)

Situées dans un cadre enchanteur, calme et paisible, les résidences sécurisées ATHENA vous offrent des villas basses et des duplex.

Livraison sur 12 à 24 mois

Les travaux ont démarré



Renseignements et souscriptions

TEL: (225) 22 40 96 90/92/94/96/98 www.promogim-ci.com

CEL: (225) 66 23 23 20 / 66 23 23 24 / 66 66 39 10 / 66 23 28 13



EngloCom
Langues



Cours intensifs d'anglais- Traduction- Interprétariat

CABINET DE LANGUES AGRÉÉ PAR LE DFDP

Formation en Anglais Général et de Spécialité des travailleurs, cadres d'entreprises et sociétés. Prestation en traduction de documents et en interprétariat, réunions, séminaires...

Modules actuellement en promotion

- ▶ Anglais Général et de Spécialité en Entreprises : 3 mois de formation
- ▶ Anglais intensif personnalisé : 3 mois de formation
- ▶ Diplôme de traducteur professionnel : 6 mois de formation
- ▶ Diplôme d'interprète : 6 mois de formation
- ▶ Préparateur au TOEFL pour élèves et étudiants 2 mois à 150.000 FCFA

Commodités

Cours intensifs d'anglais, interactifs et audio-visuels dans des salles climatisées. Des moyens modernes en laboratoire audio-visuel. Des méthodes américaines basées sur l'usage des casques d'écoute, télévision, vidéo, lecteur VCD, CD et cassettes audio-visuelle. « Regarder et écouter » pour mieux comprendre, imiter pour bien parler.

Plateau, Rue du Commerce, Imm. Nassar- 3ème étage,
ascenseur D, porte 33 Bis / 09 BP 3937 Abidjan 09
Tel/fax : 20-33-61-52 - Cel : 07-20-58-37

Formation gratuite chez VGI

Formation gratuite en Finance et en Entreprenariat

-ONG, association, étudiant (es), particulier (es)

VGI (Vision glorieuse internationale) vous offre l'opportunité.

Contacts : 22 42 39 15 / 09 28 37 51 / 04 33 17 16

Agrément n° : 998/int/DGAT/DGA/SDVA

Maison à vendre

YOPOUGON QUARTIER MAROC

Immeuble prévu pour Rez-de-chaussée +3 composé de 3 chambres

+salle à manger avec garage et 1 studio individuel au RC

+ 1 studio au 1er étage

Bâti sur presque 250m²
Coût 45 000 000 à débattre
Contact : 08 06 75 08 / 07 44 41 21

ANGRE LATRILLE
600m² a 5 500 000 fcf a débattre.
Contact 08 06 75 08

Avis de disparition

Partie pour des encaissements chez des créanciers, à Yopougon Banco 2, Salé Ahoutou Antoinette, âgée de 34 ans, est depuis près d'un mois, sans nouvelles. Les recherches entamées jusque-là sont restées vaines. La famille prie toute personne qui l'aurait aperçue ou vue, d'alerter le commissariat le plus proche ou appeler:

07255717/05489016/05020795



Medecine Traditionnelle (Dr Baby Mummy)

Ajimanti Atoobatélé, phytothérapeute, soigne, à l'aide de plantes médicinales, les maladies telles que:

- Les fibromes ;
- L'aménorrhée non gravidique ;
- La stérilité féminine et masculine ;
- Les hémorroïdes

Le cabinet est situé à Treichville Habitat
Arras face maquis « Notre Dame »
Ouverture tous les jours de 07 heures à 20 heures
Contacts : 05 62 52 77 / 21 24 71 05



STAR INVESTISSEMENTS Côte d'Ivoire SARL

Offrez-vous et offrez aussi, un terrain, à quelqu'un de cher !
OFFRES VALABLES A PARTIR DU 01 MARS 2008

1. Commune de Port-Bouët site approuvé

Superficie des lots :500 m²
Prix du lot :3 050 000 F CFA
Documents fournis :attestation coutumière d'attribution + dossier technique du lot.

2. COMMUNE DE BINGERVILLE:

Superficie des lots:500 m²
Prix du lot:1500 000 F CFA
Documents fournis:lettre administrative d'attribution + dossier technique du lot

3. COMMUNES D'ABOBO et D'ANYAMA:

a -Site de PK18 Extension :
Superficie des lots: 400 à 500 m², prix du lot comptant: 1500 000 F CFA

Paiement sur 24 mois, 1 850000 F CFA avec avance 550 000 F CFA

b-Site N°dotré Olympique:

Superficie des lots: 400 à 500 m², 2 Prix du lot: 1 050 000 F CFA
Paiement sur 6 mois, 1 550 000 F CF A avance 550 000 F CFA
Documents fournis: lettre administrative

4.COMMUNE DE COCODY

Secteur Anono Palmeraie (Riviera) : site approuvé. Superficie des lots:500 m²
Prix du lot:3 750 000 F CFA

Documents fournis:attestation notariée d'attribution + dossier technique du lot

5. TRAVAUX DE LOTISSEMENT - District d'Abidjan

Commune de Bingerville
Superficie des lots en confection : 400-500-600 m². Participant cash : 600 000 - 800 000 - 1 000 000 FCFA

Participant sur 3 mois :

400 m² -850 000FCFA 1er acompte 1er mois 350 000FCFA
500 m² - 1 050 000 FCFA - 1er acompte 1er mois 550 000 FCFA

600 m² - 1 350 000 FCFA - 1er acompte 1er mois 550 000 FCFA

Documents fournis: protocole d'accord et quitittance de paiement.

CONTACTS: STAR INVEST CI SAR

Standard: 24 481 756 -
Fax: 24 481 722
Stanislas R. : 08641 071/ 01133 504

Presse Nationale

Fraternité-Matin: 20-37-06-66 / 20-37-25-45

24 Heures : 22-41-37-82

Le Patriote : 21-21-19-45

L'Inter-Soir Info : 21-21-28-00/01/02

Le Front : 20-38-13-24

Le Nouveau Reveil : 22-41-29-15 / 22-41-28-95

Notre Voie : 22-42-63-27/28

Le Temps : 22-43-42-71

Le Courier d'Abidjan : 22-43-38-22

Le Jour Plus : 22-41-94-73/22-41-94-33

TV 1ère Chaîne : 22-44-90-39 / 22-48-61-62 / 62 / 61 Tv2 : 22-40-12-55

Radio C.I. : 20-21-48-00/44-48

Nord Sud : 22 42 15 95

Le National : 22-41-39-13

Nostalgie : 20-21-10-52 / 20-21-10-53

Sports : 22-43-92-54 JAM : 21-34-10-83 / Gbich : 21-26-15-90

Matin d'Abidjan : 22-42-74-57

Sports : 22-43-92-52

Numéros utiles

Pompiers : 180

Caseme de l'Indénie : 20 21 12 89

20 21 10 67 Zone 4 : 21 35 73 65

Yopougon : 23 35 73 65

Urgences Samu : 185 / 22 44 34 45

22 44 53 53

Chu Cocody : 22 44 91 22 /

22 44 90 38 / 22 44 90 60

Chu Treichville : 22 24 91 55 /

21 24 90 00

Chu Yopougon : 23 26 64 54 /

23 46 61 70

Chu Bouaké : 31 63 21 90 /

31 63 21 91 / 31 63 53 50

Police Police secours : 111 / 170

Direction générale de police :

20 22 20 30

Préfecture de police : 20 21 00 22

Police judiciaire: 20 21 23 00

Police économique : 20 32 51 44

Cecos : (147) 22 48 20 50 / 52 / 59

Aéroport 21 75 79 01 / 21 75 79 02

Divers Dépannage CIE : 179

Dépannage SODECI : 175

Côte d'Ivoire-Telecom : 120

Orange-CI : 700 / MTN-CI : 555

Moov : 101 / Koz : 666

Pour vos annonces, communiqués et publicités: joindre le SERVICE COMMERCIAL :

Appeler :

22 42 11 70

07 30 02 78

07 97 79 34

02 27 57 77

67 86 92 92

Directeur de la publication : Touré Youssouf 01 11 89 68
Rédacteur en chef : Valéry Fougabé 01 18 35 24
Secrétaire de Rédaction : Huberson Digbeu : 01 15 61 05
Rédaction : TEL : 22 42 55 46 / 22 42 71 61 /
Fax: 22 42 11 70 **Publicité et Service commercial**
Cel : 07-30-02-78 / 07-97-79-34 / 01-11-89-68 /
66-07-33-43 / 67-86-92-92

Site web : www.lintelligentdabidjan.org / E-mail : intelliabidjan@yahoo.fr / infdintelligent@yahoo.fr

Angré Arrêt de bus à gauche avant le feu de la station Petro Ivoire, villa 12 Sci Batim Star 4 - 19 BP 1534 Abidjan 19

L'INTELLIGENT D'ABIDJAN

Distribution : Edipresse : 20-30-41-93
Dépôt légal : N° 7353 du 10 / 10 / 2003
Impression : Sud-Action Média :
21 75 46 10
Tirage du jour : 7 000 exemplaires

Des planches à la politique

Koné Saydo

Dolo Adama Dahico a déposé sa candidature hier

DAHICO, CANDIDAT À L'ÉLECTION présidentielle du 29 novembre 2009. « D'aucuns pensent que nous sommes en train de jouer la comédie », plante-t-il le décor. Hier, à Cocody les Il Plateaux, Dolo Adama a souscrit, sans plaisanterie, au dépôt de la candidature à la présidence de la République de Côte d'Ivoire. Optant pour la troisième catégorie, c'est-à-dire candidat indépendant, le président du « parti Dromikan », après vérifications des dossiers

par Auguste Miremont, a pu disposer d'un récépissé provisoire de candidature. « J'ai déposé les dossiers en bonne et due forme. L'extrait d'acte de naissance, le casier judiciaire et surtout le certificat de nationalité. J'ai déposé même les photos. Il m'a été demandé une lettre d'acte de candidature. J'ai juré sur l'honneur, à travers une lettre. Mais, je n'ai pas encore déposé la caution de 20 millions. J'ai 72 heures pour le faire. On m'a délivré donc

un récépissé provisoire de dépôt de candidature comme vous le constatez (Ndlr, il le présente). C'est pour vous dire que je remplis les conditions. Ça été fait. Je suis un citoyen normal et la Cour Constitutionnelle va nous dire si nous méritons d'être candidat ou pas », a indiqué le prétendant à la candidature à la présidence de la République. Dispose-t-il des moyens pour la dite caution ? « 20 millions ce n'est pas ce qui manque à notre parti. Nous allons

nous atteler à les remettre à la CEI dans le délai indiqué. Les militants sont prêts à donner cette somme », a rassuré Dolo Adama qui a décidé d'être candidat « pour guérir les Ivoiriens de tous les maux dont ils souffrent ». « **Nous devons imposer l'Assurance maladie aux Ivoiriens. Tellement les choses vont mal, des candidats vont se faire soigner une dent ailleurs** », dit-il. Si Dahico entend donner de la bonne humeur pendant



Dolo Adama, candidat à la présidence de la République.

la période électorale, il veut que sa candidature soit « respectée par les autres candidats » autant que lui « respecte » les leurs. « Il faut qu'ils me prennent au sérieux parce que j'irai jusqu'au bout. Pendant cette crise nous avons pansé les cœurs meurtris à travers l'humour. Nous nous sommes dit pourquoi ne pas encore donner de la joie et de la bonne humeur pendant cette période des élections », a-t-il laissé entendre. Candidat du peuple, Dahico s'engage à prendre le « pouvoir par le rire », son slogan. « On peut développer son pays à travers l'humour », semble-t-il défier les autres candidats : « La vérité se trouve dans les urnes. Les élections, ce n'est pas la guerre. Les populations m'attendent le 29 novembre pour mon élection. Et si jamais ces élections sont reportées les autres candidats devront me dédommager ». Avant de transmettre dans 72 heures les dossiers de candidature de l'humoriste, comédien et écrivain au Conseil Constitutionnel pour validation, Auguste Miremont a souhaité que le dépôt de la candidature de Dolo Adama « contribue à détendre le climat politique et social à la veille de la publication du listing électoral provisoire pour qu'on aille aux élections dépassionnés ». Pour montrer « l'engouement que suscitent les élections », le porte-parole de la CEI a dit « transmettre des copies aux représentants des Nations Unies et du Facilitateur de l'accord de Ouagadougou ».

Les Rendez-vous de CanalSat Horizons

RTL9
Jeudi 10 Septembre 2009 à 20h35
Phénomène (Phenomenon). Film. Comédie dramatique (Etats-Unis, 1996) de Jon Turteltaub. Durée 125 mn. Mono.

Avec John Travolta (George Malley), Kyra Sedgwick (Lace Pennamin), Forest Whitaker (Nate Pope), Robert Duvall (Doc), Jeffrey DeMunn (le professeur John Ringold), Richard Kiley (le docteur Wellin), Brent Spiner (le docteur Bob Niedorf), Vyto Ruginis (Ted Rhome). George Malley n'a pas inventé la poudre, mais ses compétences de mécanicien et sa gentillesse en font un homme très apprécié de ses concitoyens du petit village de Harmon. Le soir de son 37e anniversaire, il lui semble être pénétré par une curieuse lumière. Nul ne songerait à se souvenir de l'incident si, peu après, George ne battait à plate couture aux échecs l'invincible Doc, avant de mettre à profit ses insomnies pour dévorer toutes sortes de livres, multiplier les inventions les plus décisives et apprendre les langues étrangères en vingt minutes. Les habitants de Harmon supposent qu'une puissance extraterrestre s'est emparée de l'esprit du mécanicien surdoué et le mettent à l'écart.

04 Septembre 2003 - 04 Septembre 2009

L'INTELLIGENT D'ABIDJAN

a 6 Ans



Sous le Haut Patronage
du Chef de l'Etat,
SEM Laurent Gbagbo



Sous le Haut Parrainage
du Premier Ministre,
SEM Guillaume Soro



Sous l'Egide
du Ministre de la Communication,
Ibrahim Sy Savané



Sous le Parrainage
du PCA de Sophia Immobilier,
Touré Hamed Boua



Sous la Présidence
de Sa Majesté
Tchiffi Zié Jean-Gervais

La Mutuelle de l'Intelligent d'Abidjan (MUTIA) organise des
"Journées Récréatives et un Atelier Editorial"
le Samedi 12 et le Dimanche 13 Septembre 2009
à Grand-Bassam.